



VENDREDI 19 FÉVRIER 2021

PÉTROLE: nous entrons MAINTENANT dans une nouvelle ère de pauvreté extrême puisque c'est le déclin irréversible, et de plus en plus officielle (AIE, BP, SHELL), de la production du pétrole.

- ▶ Voyage au Texas . (Tim Watkins) p.1
- ▶ Greenwashing versus collapswashing . (Vincent Mignerot) p.5
- ▶ Sortir de la production ou sauver des vies, une réponse à Bruno Latour . (Vincent Mignerot) p.9
- ▶ Qu'est-ce qui empoisonne l'Amérique ? . (Charles Hugh Smith) p.11
- ▶ Pourquoi les métaux rares et précieux ne sont pas recyclés . (Alice Friedemann) p.15
- ▶ [Livre :] LES RÉVOLTES DU CIEL . (Vincent Mignerot) p.18
- ▶ Il existe des possibilités réelles de désertion . (Vincent Mignerot) p.20
- ▶ [Livre :] COLLAPSUS . (Vincent Mignerot) p.22
- ▶ Dévoiturage, dépublicité, détwitter . (Biosphere) p.23
- ▶ BLANCHEUR DU TEXAS . (Patrick Reymond) p.25

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ Pétrole. Le Brent au-dessus des 65 dollars . (Charles Sannat) p.30
- ▶ L'effondrement temporaire du Texas préfigure l'effondrement total des États-Unis . (M. Snyder) p.30
- ▶ Fed: 6 000 Milliards \$ créés avec une valeur intrinsèque de Zéro . p.34
- ▶ USA WANING : Les nouvelles demandes d'allocation chômage augmentent de manières complètement inattendues !!! . (Tyler Durden) p.34
- ▶ Les villes sont-elles finies ? . p.35
- ▶ Déterminer correctement le coût social du carbone . (Nicholas Stern , Joseph E. Stiglitz) p.37
- ▶ Monopole de la monnaie et «grande réinitialisation». La socialisation par la monnaie . p.39
- ▶ Politique monétaire, vers une contorsion aux USA. Vers une nouvelle aventure . (Bruno Bertez) p.43
- ▶ Que risque vraiment votre épargne en cas d'annulation de la dette Covid par la BCE ? . p.46
- ▶ Banques : à qui profite le crime ? . (Bruno Bertez) p.48
- ▶ Les Fédéraux n'ont pas d'autre choix que de continuer à imprimer... s'ils veulent rester en vie . (Bill Bonner) p.53

▲ RETOUR ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Voyage au Texas

Tim Watkins 19 février 2021

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP

The storm is coming - will you be ready?



Une fois de plus, la dégénérescence morale et intellectuelle de l'empire américain en faillite a eu pour conséquence de subordonner la science à la politique. Cette fois-ci, c'est le froid glacial et ses conséquences au Texas qui ont fourni le prétexte à la division. D'abord, il y a eu l'aile traînante de la négation du changement climatique, qui a posé la question infantile suivante : *"Si le réchauffement climatique est réel, pourquoi fait-il si froid ?"* (La réponse, au passage, est que le vortex polaire qui contenait le froid extrême dans le cercle arctique s'est brisé ces dernières années, entraînant le froid extrême à dériver beaucoup plus au sud). Puis il y a eu la photo virale de l'hélicoptère - canadien en l'occurrence - dégivrant une éolienne. Les personnes à droite ont répondu par des vidéos - qui, cette fois-ci, venaient vraiment du Texas - montrant des éoliennes gelées - plus anciennes - à l'arrêt. Les partisans du New Deal vert ont rapidement répliqué en affirmant que les coupures de courant étaient dues aux centrales nucléaires et aux centrales à combustibles fossiles, dont les prises d'eau avaient gelé dans le froid. Quoi qu'il en soit, selon les principaux médias néolibéraux, quiconque trouvait la faute des éoliennes était clairement un négationniste du changement climatique et probablement un raciste, un sexiste ou un transphobe en plus.

Le sénateur républicain Ted Cruz, fuyant la zone sinistrée pour le Mexique ensoleillé, a été pris en flagrant délit. Bien qu'en pratique, c'est le gouverneur de l'État, Greg Abbott, qui est responsable du nettoyage du désordre (et, au moins en partie, de sa cause également). Dans le monde réel, cependant, l'une des leçons les plus importantes tirées des catastrophes est que nous devons tenir les hommes politiques aussi loin que possible d'elles. Si le sénateur Cruz - l'un des représentants de l'électorat texan au Sénat américain - peut jouer un rôle utile, c'est à Washington pour essayer de débloquent les fonds et le soutien fédéraux nécessaires pour faire face à la catastrophe en cours.

Sous l'écume politique se cache une leçon plus banale que la Grande-Bretagne, en particulier, ferait bien

d'apprendre avant qu'il ne soit trop tard. En novembre dernier, le Texas a reçu le type de froid que j'avais souhaité pour ma propre maison. Ce qui a suivi est exactement ce que j'avais prédit qu'il se serait passé si un temps similaire avait frappé le Royaume-Uni :

"La perte soudaine d'une centrale à combustible fossile à haute inertie à un moment où il y a trop de vent peut provoquer une chute dangereuse de la fréquence. Les exploitants de réseau ont donc le choix entre faire griller les appareils et composants électriques dans tout le pays ou couper le courant..."

"Peut-être qu'après avoir collectivement frissonné dans le noir (en maintenant une stricte distanciation sociale, bien sûr) pendant quelques semaines, avec un accès intermittent à tout, de la télévision à l'Internet en passant par la nourriture et... oserais-je le dire... le papier toilette, nous pourrions au moins avoir un débat sur la faisabilité de la croissance verte, et sur la question de savoir si nous devons faire beaucoup plus pour réduire notre dépendance énergétique et décroître une grande partie de notre économie".

La physique derrière ce qui s'est passé au Texas cette semaine est presque identique à celle qui a causé la panne d'électricité en Grande-Bretagne en août 2019 - seul le type de mauvais temps était différent. Une fréquence de réseau stable est ce qui nous permet de brancher des appareils électriques dans le système sans les faire griller. C'est aussi ce qui empêche les composants du réseau de subir des dommages irréparables. Au Royaume-Uni, le réseau fonctionne à une fréquence de 50 MHz - aux États-Unis, elle est de 60 MHz - avec une marge de 0,5 MHz maximum de chaque côté <en plus ou en moins>. Dans les systèmes traditionnels - combustibles fossiles et nucléaire -, la fréquence du réseau est soutenue par l'inertie - les énormes turbines en acier agissant comme des volants pour aplanir les fluctuations de seconde en seconde. Les technologies d'exploitation des énergies renouvelables non renouvelables (NRREHT), comme les éoliennes et les panneaux solaires, ne disposent pas de cette protection intégrée et dépendent donc du stockage de l'énergie, de la charge de base nucléaire et de l'appoint en combustibles fossiles pour éviter une dangereuse perte de fréquence. Et plus la proportion de NRREHT ajoutées au réseau est élevée, plus le risque de perte de fréquence est grand. Au Royaume-Uni et au Texas, c'est l'échec de la sauvegarde suite à une interruption de la production éolienne due aux conditions météorologiques qui a déclenché la panne d'électricité en cascade sur le réseau.

En ce sens, la gauche et la droite politiques ont toutes deux partiellement raison quant à ce qui a mal tourné. Au Royaume-Uni, un coup de foudre sur un grand parc éolien de la mer du Nord a déclenché un arrêt automatique de sécurité qui aurait dû entraîner la mise en marche d'un générateur de gaz de secours. Mais des problèmes avec le générateur de gaz ont entraîné une chute dangereuse de la puissance, déclenchant des systèmes automatisés qui ont commencé à déconnecter les utilisateurs dans la moitié est du Royaume-Uni. De la même manière, la neige, la glace et les températures glaciales ont provoqué une chute de la production éolienne ; les systèmes automatisés du Texas auraient dû mettre en marche les centrales de secours au gaz... celles dont les tuyaux de prise d'eau avaient gelé. Face à une dangereuse perte de puissance, le système texan a fait la même chose que le système britannique - mais à une échelle beaucoup plus large et dans des conditions météorologiques qui se sont avérées beaucoup plus meurtrières.

C'est précisément pour cette raison que j'ai passé plusieurs années à souligner la folie d'ajouter encore plus de capacité de NRREHT au système avant que des systèmes de stockage, de secours et de gestion appropriés n'aient été mis en place. C'est également la raison pour laquelle l'économie de la production d'électricité doit être repensée de toute urgence tant qu'il est encore temps.

Comme pour la plupart des infrastructures critiques, la production d'électricité est apparue comme une industrie monopolistique ; dans le cas de la Grande-Bretagne, elle est également devenue un monopole d'État - le Central Electricity Generating Board. Ce fut un anathème pour les gouvernements néolibéraux des années 1980 et 1990, qui ont cherché à la fois à briser les monopoles et à privatiser les actifs. À une époque où le carburant était bon marché et abondant, et où le changement climatique était beaucoup moins mis en avant, le principal objectif des nouveaux quasi-marchés était de faire baisser les prix. La sécurité de l'approvisionnement n'était pas considérée comme une menace et n'était donc pas intégrée au système.

Plutôt que de revoir le fonctionnement du quasi-marché avant d'utiliser les NRREHT pour éliminer progressivement le charbon, les politiciens et les économistes - ainsi que la plupart des militants écologistes - ont supposé que les nouveaux types de production pouvaient simplement être échangés contre les anciens. Et bien que certains aient soulevé le problème de l'intermittence, cette hypothèse a été rejetée car on a supposé qu'une forme de stockage par batterie encore à inventer viendrait à la rescousse. En effet, non seulement les gouvernements ont simplement autorisé l'ajout des NRREHT au mélange, mais ils les ont encouragés de manière positive - à la fois en subventionnant leur déploiement et en obligeant les fournisseurs à acheter d'abord de l'électricité renouvelable.

Malheureusement, les incitations au sein du quasi-marché ont fait en sorte que la catastrophe qui s'est produite au Texas - et d'autres similaires en Grande-Bretagne - a été intégrée dès le départ. En d'autres termes, le système n'oblige pas les entreprises de production à fournir de l'électricité dite "ferme". De plus, puisque l'autorité de régulation se concentre légalement sur la baisse des prix, il n'y a pas d'incitation réglementaire pour les producteurs à s'assurer qu'ils gardent la lumière allumée. Cette fonction incombe aux gestionnaires de réseau qui n'ont pas les ressources nécessaires pour la fournir. Les centrales à combustibles fossiles non subventionnées - et de plus en plus indésirables - qui restent essentielles pour assurer la production d'appoint sont de moins en moins rentables ; peu d'opérateurs veulent investir massivement dans des centrales qui risquent d'être fermées dans un avenir proche - une raison, peut-être, pour laquelle les producteurs de gaz et de nucléaire texans n'ont pas pris la peine d'isoler leurs conduites d'eau.

Pour des raisons politiques, **séparer la production de NRREHT des centrales à combustibles fossiles et nucléaires contribue à maintenir l'illusion que l'énergie "verte" est moins chère.** Mais les coûts réels se font sentir chaque fois que le vent tombe et que le soleil cesse de briller ; comme l'a découvert le Royaume-Uni le mois dernier, lorsque le prix de gros de l'électricité a dépassé les 4 000 £ par MWh (il est généralement de 40 à 50 £ par MWh). Sans les deux dernières centrales à charbon de Grande-Bretagne - qui devraient fermer d'ici 2025 - nous aurions dû faire face à plus qu'une simple augmentation de nos factures ; comme les Texans, beaucoup d'entre nous auraient frissonné dans le noir.

Dans un monde où l'énergie est de plus en plus limitée et où l'on est de plus en plus conscient du climat, les accords de quasi-marché des années 1980 ont depuis longtemps dépassé leur date limite d'utilisation. Ce n'est qu'en faisant de la fourniture d'électricité ferme, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, le besoin principal des producteurs que nous pouvons espérer développer le type de systèmes de stockage et de secours qui sont essentiels une fois que les NRREHT dépassent environ 50 % de la capacité de production. La manière la plus simple d'y parvenir est de se passer complètement de marchés et de recréer une version moderne du Central Electricity Generating Board. L'alternative - pour des pays idéologiquement faibles comme les États-Unis - est de forcer au moins les producteurs de NRREHT à payer pour leurs propres systèmes de stockage et de secours, et de les pénaliser lourdement s'ils ne livrent pas. **«Mais à quels prix ?»**

Dans l'intervalle, les gouvernements qui souhaitent ajouter un vernis vert à leur image feraient bien de cesser de déployer de nouvelles capacités NRREHT sur un système déjà saturé - et de plus en plus instable. Au lieu de cela, l'argent serait mieux dépensé dans des mesures d'économie d'énergie telles que l'isolation des habitations et la recherche sur les technologies de stockage à l'échelle du réseau...

▲ RETOUR ▲

Greenwashing versus collapswashing

par Vincent Mignerot 9 décembre 2020

Jean-Pierre : texte strictement idiotlogique. Le concret n'a pas sa place dans ce texte.



Collapswashing : invisibilisation des effets négatifs de l'adaptation à un contexte économique et écologique exposé au déclin et au risque d'effondrement.

Le 6 décembre 2020 a été publié, sur le site de l'Université de Cumbria, un [appel aux dirigeants à ouvrir la discussion sur le risque d'effondrement de nos sociétés](#). À cette date, l'appel a été signé par plus de 250 scientifiques et chercheurs de 30 pays. L'ambition est *d'inviter les décideurs à s'engager afin de mettre en œuvre un ralentissement, de préparer nos sociétés au risque et d'aider ceux qui souffrent déjà des perturbations environnementales*.

Malgré la diffusion de plus en plus grande du discours sur l'effondrement, en 2020 la trajectoire économique de nos sociétés n'a pas encore dévié, en tout cas pas suite à un choix, à une volonté politique. Différents verrous au changement existent peut-être, que nous ne diagnostiquons pas correctement, sur lesquels nous n'avons potentiellement pas de prise ou que nous ne voyons éventuellement même pas.

Parce que la totalité des humains et l'ensemble de la biosphère sont désormais concernés par les effets des activités humaines, en particulier celles des humains les plus riches, alerter sur le péril écologique engage une responsabilité qui, sans aucun doute, implique de ne proposer de prescription ou de préconisation que si on s'est assuré qu'elles **n'ajouteront pas de problèmes aux problèmes**. Les prescriptions d'écologie politique ont toutes été jusque-là manifestement défaillantes, alors même qu'elles étaient présentées comme étant capables de réorienter nos modèles de développement. Différents non-dits ont pu s'immiscer au cœur des récits d'hier, certains pourraient se rejouer demain. Il semble primordial de pouvoir les qualifier afin de les rendre visibles, de lever le voile sur de possibles dénis collectifs.

L'invention de mots ou l'évolution des règles du langage ne suffit assurément pas à changer le rapport au monde. Mais, parfois, un néologisme peut contribuer à le décrire plus précisément, en particulier si le vocabulaire n'a pas suivi une évolution notable du contexte que l'on souhaite comprendre ou diagnostiquer. La notion de « collapswashing » pourrait intégrer le débat, succédant au « greenwashing » ou le complétant*.

Le greenwashing, c'est pour la croissance

Le terme « greenwash » semble être apparu pour la première fois en 1989 dans un article du Newscientist qui alertait sur le double discours écologique des gouvernements et des banques [1]. Le substantif « **greenwashing** » a ensuite été utilisé par les militants et les ONG soucieux de dénoncer les stratégies déployées par des industriels, des lobbies, des politiques dans l'objectif de **dissimuler** les effets destructeurs de leurs décisions ou de leurs actions sur le milieu naturel. Même si le terme s'est avéré inefficace pour contrer ce qu'il décrivait, il a tenu une place importante dans la communication et le débat sur la protection de l'environnement. L'écologie politique a accompagné la croissance économique et l'augmentation de la destruction du milieu par les activités humaines sans freiner ni l'un ni l'autre, et **les effets de la grande accélération [2] commencent à se faire sentir**.

Différents signaux indiquent désormais que la croissance se heurte à des contraintes irréductibles, consécutives à la surexploitation du milieu : ~~proche~~ déclin de la disponibilité de certaines ressources, en particulier énergétiques, réduction des services écosystémiques, effets du réchauffement climatique impactant de plus en plus les humains et l'économie [3]. Le retour de contraintes au fonctionnement de nos sociétés (conflits extérieurs, conflits sociaux, crise sanitaire, chute de la production alimentaire), jusque-là réduites ou repoussées par la puissance de la civilisation thermo-industrielle, fait craindre que certains sous-systèmes qui la constituent (défense et sécurité intérieure [4], système de santé, production alimentaire) défaillent plus ou moins momentanément. Les services rendus par ces sous-systèmes pourraient même décliner ou s'effondrer, en ce sens qu'il deviendrait impossible de les restaurer parfaitement après une crise ou un choc, par manque des ressources nécessaires ou par impossibilité de redynamiser suffisamment l'économie.

Les humains dépendants de ces sous-systèmes devenus défaillants en subiraient les effets sur leur sécurité, leur santé ou leur alimentation [5].

Durant le temps de la croissance la plus rapide les effets négatifs de l'emprise humaine étaient pour l'essentiel compensés par l'augmentation des avantages adaptatifs et par leur partage, même s'il était très inégal, ou rejetés à l'extérieur de son organisation, dans la « nature » [6]. Mais ce sont désormais à la fois le milieu naturel et les communautés humaines elles-mêmes qui deviennent ensemble et globalement concernés par les effets destructeurs de cette emprise. Le « greenwashing » deviendrait alors incapable de qualifier les nouvelles stratégies d'invisibilisation de l'impact, stratégies qui auraient évolué avec ce nouveau contexte.

Alors que le greenwashing est omniprésent dans les débats d'écologie politique mais manque peut-être à caractériser une part importante de la réalité, le collapswashing pourrait prendre le relais afin de désigner spécifiquement les nouvelles stratégies désormais élaborées, consciemment ou non, par les humains les plus privilégiés en contexte de diffusion à grande échelle du discours sur le risque d'effondrement.

Se distinguant du greenwashing et s'inscrivant dans de nouvelles circonstances écologiques et économiques, le collapswashing désignerait tout récit occultant qui omettrait ou invisibiliserait, intentionnellement ou non, les effets sur le milieu et sur d'autres humains des stratégies liées à l'obtention ou à la conservation d'avantages adaptatifs par les humains qui en bénéficient, alors qu'il serait possible d'attester que ces avantages ont des effets négatifs dans l'immédiat ou à terme sur le milieu ou sur d'autres humains [7]. Le collapswashing caractériserait des récits institutionnels, des programmes politiques, des prescriptions faites par des élites intellectuelles, des contenus médiatiques, le business model de start-up ou sociétés de conseil investissant le marché de l'écologie de crise et de l'effondrissement.

Le collapswashing des nouveaux récits

Obtenir des avantages adaptatifs semble pour l'humanité toujours lié à une part de dégradation du milieu dans lequel les humains eux-mêmes espèrent vivre, aussi bien et aussi longtemps que possible. Le succès de certains récits écologiques associés aux perspectives de déclin ou d'effondrement pourrait trouver sa source dans leur capacité à renouveler les modes de dissimulation des effets de cet impact anthropique sur l'humanité elle-même, rendant les risques artificiellement plus aisés à dénier, en tout cas à gérer émotionnellement.

Parmi les différents récits occultants susceptibles d'être diffusés autour des risques, une forme de scientisme pourrait se révéler opérer un collapswashing. Celui-ci proviendrait de l'affirmation que les scientifiques auraient démontré que le « passage à l'action » permettrait de réduire l'empreinte environnementale de l'humanité, de modifier les perspectives de réchauffement climatique, de réduire la destruction du vivant, également de pallier les difficultés que vivraient les humains exposés aux conséquences du déclin économique. Il faut souhaiter que cela soit possible et tout faire pour que cela soit possible, mais la science est incapable de démontrer que c'est possible, et ça n'est pas son rôle. Les énoncés mêlant confusément science et politique menacent d'alimenter une défiance des citoyens envers la science elle-même. Si « l'action » s'avérait inefficace, ils pourraient associer cet

échec dans la résolution de leur mal-être avec un outil qui n'a pour fonction initiale que de contribuer à l'accès à la connaissance, non de résoudre les conflits de gouvernance ou d'orientation sociétale. Les apports de cet outil pour appréhender les risques écologiques ou sanitaires par exemple en seraient contrariés, cela augmentant potentiellement ces mêmes risques.

Nous observerions peut-être déjà une forme de collapswashing millénariste. Un effondrement serait désirable parce qu'il serait la condition nécessaire à un « renouveau », à une « renaissance » ou à un **retour aux modes de vie des temps anciens, estimés vertueux sur le plan écologique**. Ces récits, tels qu'ils existent aujourd'hui, sont souvent conditionnés à une reconnexion avec une nature sacrée, déclarée bonne et bienveillante ou à un « retour aux sources » anthropologique grâce à la réadoption de modes de vie semblables à ceux de nos ancêtres **chasseurs-cueilleurs**, suivant des gouvernances issues des modèles anarchistes. Le renouveau pourrait n'être accessible, dans ces prescriptions, qu'à ceux qui auront suivi la posture spirituelle, le récit anthropologique ou le récit politique énoncés. Ceux qui ne voudraient pas ou ne pourraient pas suivre ces voies risqueraient d'être invisibilisés, exclus du projet, plus ou moins sciemment désignés pour disparaître en premier suite aux conséquences de l'effondrement souhaité.

Sur le plan politique spécifiquement, les récits dits « de droite » (qui promeuvent, de façon assumée ou non, l'exercice d'une forte pression sur la productivité des ressources naturelles et humaines ainsi que la concentration d'une grande quantité de richesse), comme les récits dits « de gauche » (qui défendent la massification du partage de la production et des avantages qui en découlent), pourront être tentés d'investir le collapswashing. Il s'agirait de dissimuler au mieux les effets négatifs historiques et à venir de l'intensification ou de la multiplication.

D'autres collapswashings sont envisageables, portés par exemple par la croyance en la capacité de l'humanité à s'autodéterminer en toutes circonstances, par les prescripteurs qui parient sur la capacité de la modification des rapports de force politiques à faire tomber les supposées causes des problèmes contemporains (la technique, la civilisation, le capitalisme par exemple), par ceux portés par divers positivismes technologisants, transhumanistes ou qui espèrent que de nouvelles formes de transformation de la planète contribueront à résoudre nos problèmes **(géo-ingénierie)**. Tous sont susceptibles d'occulter l'existence de ceux qui devront payer le prix de leur possible échec.

Les récits de collapswashing pourraient être favorablement énoncés et entretenus par les sociétés ou par les classes sociales qui au cours du temps auront développé la plus grande résilience, qui leur aura permis de conserver plus longtemps leurs avantages dans un contexte chaque jour plus contraint sur le plan économique. D'autres sociétés ou classes autour d'elles pourraient être condamnées à subir les externalités négatives de la conservation par quelques-uns de ces avantages, et seraient plus directement exposées aux difficultés adaptatives et au risque d'écroulement [8]. Leur invisibilisation serait opportunément entretenue au bénéfice de la déculpabilisation des privilégiés.

Les jeunes générations pourraient être paradoxalement spécifiquement motivées à promouvoir, même inconsciemment, le collapswashing. Elles sont plus informées que leurs aînés du rapport destructeur de l'humanité avec son milieu et cette connaissance peut être émotionnellement difficile à supporter. Les plus jeunes sont de surcroît directement concernés par les effets de long terme des impacts historiques.

Dans l'ensemble, énoncer toute forme de collapswashing pourrait avoir des effets sur les capacités d'adaptation de nos sociétés au nouveau contexte écologique. Faire des promesses que l'on est susceptible de ne pas pouvoir tenir (il n'y aura pas de destruction, il n'y aura pas de souffrance) entraînerait un rapport artificiellement confiant en l'avenir ou dans les capacités spontanées de l'humanité à maîtriser les situations auxquelles elle se confronte. Des récits fondés sur des croyances pourraient en particulier retarder la mise en œuvre de stratégies qui auraient été, elles, plus performantes dans la prise en compte de la peine d'autrui, parce qu'elles auraient été moins aveugles aux conséquences de leur déploiement. Les récits occultants risquent aussi de générer de la réactance : les humains dont l'existence serait invisibilisée pourraient tenter d'être à nouveau intégré dans un récit, quitte à adhérer à d'autres récits mensongers mais qui considèreraient leur souffrance et leurs attentes. La défense de ces

récits « alternatifs » serait susceptible de prendre toutes les formes possibles et ceux-ci pourraient être investis par seul besoin de reconnaissance existentielle, sans que la démonstration soit faite que les promesses de ces récits alternatifs puissent être mieux tenues. Alors que les « nouveaux récits » écologiques auraient prétendu vouloir bien faire ils n'apporteraient en réalité aucune solution et leur collapswashing aurait pour conséquence une « guerre des récits » qui attiserait un chaos politique, social et moral. Paradoxalement, les risques de déstabilisation sociétale et d'effondrement en seraient augmentés.

Un collapswashing universel

Les principales distinctions entre le collapswashing et le greenwashing pourraient être les suivantes :

- Le collapswashing ne se limiterait pas à la description naturaliste du rapport de l'humain à son milieu : une nature (à protéger ou non) d'un côté, une humanité de l'autre. Tout ce qui peut s'effondrer pourrait subir une invisibilisation, des écosystèmes autant que des fonctions internes aux sociétés humaines, des institutions, des services etc.
- Il se jouerait dans un contexte différent, celui de l'après-croissance. Il permettrait également de qualifier des prescriptions invitant à réduire l'emprise humaine, vertueuse pour le milieu et pour le long terme, mais qui invisibiliseraient des impacts délétères de court terme pour l'organisation des sociétés.
- Il qualifierait aussi les stratégies d'invisibilisation ciblée de la souffrance des humains eux-mêmes, consécutive à la dégradation de leurs conditions de vie due au dysfonctionnement d'institutions et de services.

Si le collapswashing peut contribuer à une meilleure description du nouveau contexte de l'adaptation humaine, à mieux identifier les forces en présence et leur puissance conservatrice ou réactionnaire, il ne résout pour autant aucun de nos problèmes. Nous sommes tous aujourd'hui, peu ou prou, impliqués dans l'exaction écologique, et notre cerveau ne semble pas fait pour regarder la mort en face en permanence [9].

Nous pratiquons tous, d'une façon ou d'une autre, le collapswashing et nous continuerons demain à négocier avec nos contradictions.

NOTES :

[1] Newscientist : [Aid to disaster](#), 7 octobre 1989. Depuis la page Wikipédia « Greenwashing ». Dernière consultation le 8 décembre 2020.

[2] Steffen, Will & Crutzen, Paul & McNeill, John. (2008). **The Anthropocene**: Are Humans Now Overwhelming the Great Forces of Nature. *Ambio*. 36. 614-21. 10.1579/0044-7447(2007)36[614:TAAHNO]2.0.CO;2

[3] Description de ce contexte écologique en [4 vidéos de 15 minutes](#) sur la chaîne YouTube de l'association Adrastia.

[4] En décembre 2020, en France, l'évolution possible de la loi fait craindre une dérive sécuritaire et autoritaire.

[5] La sécurité, le soin et l'alimentation sont considérés ici comme des conditions nécessaires à l'existence humaine et à l'accès à la satisfaction d'autres besoins existentiels.

[6] Descola P., **Par-delà nature et culture**, Paris. Gallimard. 2005

[7] Voir également la notion de « [refoulement du distributif](#) », proposée par Laurent Mermet (26 novembre 2018).

[8] Pour aller plus loin sur le rôle des récits, leur lien avec le rapport au milieu naturel et leur fonction dans la construction des rapports de classe, voir cette conférence et les références en lien dans la description : [L'impasse de l'anticapitalisme](#), Sciences Po Lyon, 19 février 2020 (Vincent Mignerot).

[9] Y. Dor-Ziderman, A. Lutz, A. Goldstein, Prediction-based neural mechanisms for shielding the self from existential threat, *NeuroImage*, Volume 202, 2019, 116080, ISSN 1053-8119, <https://doi.org/10.1016/j.neuroimage.2019.116080>

***Précision sémantique :** si le greenwashing se traduit par « repeindre en vert », « nettoyer la réalité comme si on pouvait à la fois détruire et protéger le milieu », le collapswashing entend dénoncer les récits qui euphémisent les difficultés d'un nouveau contexte écologique et économique. Il pourrait se traduire par *dissimuler la réalité* (wash), *au titre du récit de l'effondrement* (collaps).

Sortir de la production ou sauver des vies, une réponse à Bruno Latour

par Vincent Mignerot 2 avril 2020

Jean-Pierre : ce texte contient, enfiiniin, du concret.



Dans un article pour le [média AOC](#), [Bruno Latour](#), sociologue et philosophe, envisage le monde après la pandémie. Il propose de sélectionner, parmi les activités que nous aurons mises en suspens pendant le temps de confinement, celles que nous souhaiterons conserver contre celles dont nous pensons déjà pouvoir nous passer. En citant une thèse en cours ([Plantes animées. De la production aux relations avec les plantes – Dusan Kazic](#)), Bruno Latour envisage le rétablissement d'un rapport plus respectueux à la nature et invite même à « sortir de la production ».

Bruno Latour : « C'est qu'il ne s'agit plus de reprendre ou d'infléchir un système de production, mais de [sortir de la production](#) comme principe unique de rapport au monde. Il ne s'agit pas de révolution, mais de dissolution, pixel après pixel. Comme le [montre](#) Pierre Charbonnier, après cent ans de socialisme limité à la seule redistribution des bienfaits de l'économie, il serait peut-être temps d'inventer un socialisme qui conteste la production elle-même. C'est que l'injustice ne se limite pas à la seule redistribution des fruits du progrès, mais à la façon même de faire fructifier la planète. Ce qui ne veut pas dire décroître ou vivre d'amour ou d'eau fraîche, mais apprendre à sélectionner chaque segment de ce fameux système prétendument irréversible, de mettre en cause chacune des connections soi-disant indispensable, et d'éprouver de proche en proche ce qui est désirable et ce qui a cessé de l'être. »

Mais l'ensemble des activités productives, depuis l'agriculture jusqu'à l'industrie des puces électroniques en passant par celle des machines à laver est nécessaire à la création de richesse. Par l'entremise des taxes, la production finance les services publics comme l'enseignement, la recherche et les aides sociales. La production définit également la performance économique globale d'un pays, performance qui détermine sa souveraineté sur la scène internationale. La production, dont il n'est aucunement nié ici qu'elle est destructrice des équilibres écologiques

vitaux, est ce que fait l'humain pour acquérir des avantages adaptatifs et défendre ses intérêts dans la compétition pour l'existence (voir l'ouvrage [Transition 2017 : Réformer l'écologie pour nous adapter à la réalité](#)). **Il n'est aujourd'hui aucunement démontré qu'il soit possible, sans production, de faire vivre 8 milliards d'humains dans les meilleures conditions possibles en fonction des circonstances.** Envisager, en plus de la sortie de la production – et sans décroître ! – la restauration d'un rapport harmonieux au vivant paraît hautement spéculatif <je dirais même **IDIOTLOGIQUE**> et est largement discutable d'un point de vue historique et anthropologique (voir [La Nouvelle histoire du Monde](#), par Laurent Testot, éditions Sciences Humaines, également cette interview pour Philo Mag : [Agnès Sinaï / Vincent Mignerot – Le Covid-19, un tournant écologique ?](#)).

Les propositions de Bruno Latour semblent rejouer ce « refoulement du distributif » décrit par [Laurent Mermet, ancien professeur de sciences de gestion à AgroParisTech](#). Nous pouvons comprendre le distributif comme qualifiant la distribution des possibles existentiels en fonction des capacités d'emprise des communautés humaines sur les ressources naturelles. L'humain exploite son milieu, les avantages obtenus sont distribués au sein de l'humanité. Deux conférences de Laurent Mermet permettent d'explorer cette notion et ses implications dans les prescriptions écologiques : [Qui peut agir sur qui pour éviter la fin du monde? Une réponse à Aurélien Barrau](#) et [Nous n'avons jamais décollé – une réponse au “Où atterrir?” de Bruno Latour](#). **Les propositions politiques qui ne tiennent pas compte de ce que l'exploitation productive des ressources permet à des humains d'améliorer leur condition à court terme, et même parfois tout simplement de vivre sont déconnectées de la réalité. Elles dissimulent aussi la compétition qui régit l'exploitation des ressources, c'est-à-dire les irréductibles rapports de force instantanés et historiques qui permettent ou non la distribution d'une richesse que la production aura permis de générer.**

La pandémie est une illustration de circonstance du rôle de la production dans la défense des intérêts collectifs : une moins grande activité passée et présente, en particulier relativement à d'autres pays, c'est une plus grande difficulté pour négocier sur les marchés l'achat des **<voici du concret :> [masques de protection](#)** contre les pathogènes, pour obtenir ressources et moyens pour fabriquer **[des respirateurs](#)**, pour mettre en place **[des tests](#)** et faire de la recherche sur **[les vaccins](#)** (le débat n'est pas ici celui du manque d'anticipation de cette pandémie). **Bien qu'on puisse le déplorer, afin de développer une médecine performante et rendre les soins accessibles au plus grand nombre, il faut produire. Cette production impacte le milieu, mais sert les intérêts de l'humain.**

Les espérances magiques générées par des propositions qui relèvent presque de l'oxymore – inventer un socialisme qui conteste la production – les rendent attrayantes mais inapplicables. L'invisibilisation du lien insécable entre les humains et la distribution des produits de l'exploitation des ressources invisibilise des membres de la communauté humaine (voir à ce sujet la conférence [Écologie, fracture sociale et violence](#)). N'existant plus dans le débat – puisqu'ils sont censés pouvoir vivre sans production – ils se retrouvent d'emblée écartés de la nécessaire réforme, justement, des modèles de distribution, préconisée par exemple par [Gaël Giraud afin de sauver « l'outil productif » et, surtout, sauver des vies](#). En temps de déclin civilisationnel, l'existence des plus dépendants à la puissance productive pourra être en premier remise en cause. **Même s'il le faut idéalement demain, il ne sera pas possible d'abandonner volontairement la production, cela serait aussi abandonner des humains.** Simplifier les arbitrages en négligeant certains de leurs termes permet d'esquiver la réflexion sur les causes historiques et matérielles des inégalités. Cette simplification relève même peut-être d'une forme de déni de réalité ou de violence morale qui ne s'assume pas, à plus forte raison qu'il peut être difficile d'accepter pleinement sa propre position privilégiée, sur le critère spécifique du distributif.

Le débat politique, en particulier écologique, doit désormais se confronter à l'irréductibilité de la contrainte de la rivalité dans la gestion des choix individuels et collectifs. **Cette rivalité dans l'appropriation des ressources nécessaires à l'existence risque malheureusement de faire réadopter à nos sociétés, après la pandémie, une trajectoire économique sensiblement aussi délétère pour le long terme qu'elle l'était auparavant.** Mais faire comme si la rivalité n'était pas le principal régulateur des orientations économiques risque de générer de faux espoirs toxiques pour la cohésion de nos sociétés. Ces faux espoirs feront craindre la rupture du dialogue entre le

peuple et le pouvoir, motiveront des révoltes au titre de promesses qui ne pourront jamais être tenues, ruineront la confiance que l'on devrait porter à ceux qui tentent de trouver des trajectoires plus vertueuses pour demain.

Dans un monde parfait, celui qui n'existe que dans nos récits, nous pourrions sortir de la production. Peut-être faire tomber le capitalisme, et même la civilisation. Sans cela, dans le monde réel, le long terme de l'existence humaine **pourrait être remis en cause**. **Mais la production, le capitalisme et la civilisation font aujourd'hui exister des humains qui n'existeraient pas sans ces moyens développés par l'humanité pour servir ses intérêts** (voir la conférence : [L'impasse de l'anticapitalisme – Sciences Po Lyon](#)).

Préconiser d'abandonner ce qui permet la vie du plus grand nombre reste une option politique. Cet énoncé implique alors la responsabilité d'exprimer clairement aux plus fragiles qu'ils seront les premiers à disparaître.

Qu'est-ce qui empoisonne l'Amérique ?

Charles Hugh Smith Jeudi 18 février 2021



Le système financier américain n'est rien d'autre qu'une décharge toxique de spéculation, de fraude, de collusion, de corruption et de profits effrénés.

Qu'est-ce qui empoisonne l'Amérique ? La liste des suspects est longue : préjugés systémiques, intérêts particuliers dominant la politique, polarisation politique, mondialisation et délocalisation de la capacité de production, surréglementation, montée des cartels et des monopoles rapaces, goulag de l'esprit de Big Tech, adolescence permanente du consumérisme, guerre mondiale permanente, pour n'en citer que quelques-uns.

La question se résume à ceci : quels sont les problèmes que le statu quo ne permet pas de résoudre ? La plupart des maux énumérés ci-dessus peuvent être traités avec les mécanismes de gouvernance et d'adaptation existants. Prenons par exemple les **préjugés systémiques**. Les forces armées américaines ont manifestement montré la voie en réduisant considérablement les biais systémiques par le biais d'une promotion basée sur les performances. Le reste de l'Amérique ferait bien de copier ces améliorations organisationnelles.

De nombreux autres maux pourraient être traités dans le cadre des systèmes de gouvernance actuels - antitrust, etc.

Les deux qui semblent imperméables à la réforme sont 1) l'augmentation des inégalités entre les richesses, les revenus et le pouvoir et 2) la domination des intérêts particuliers. Dans les deux cas, ce sont les renards des entreprises qui gardent le poulailler, de sorte que toute réforme ayant un réel impact est diluée dans les relations publiques par ceux qui récoltent la grande majorité des gains financiers. Les bénéfices des entreprises se chiffrent en milliards, alors que la coopération des élus ne coûte que des millions. Il n'y a aucun moyen de contourner cette asymétrie.

Je propose un poison systémique encore plus profond : un rendement du capital sans intérêt. Pour diverses

raisons, le rendement du capital est soit nul, soit inférieur à zéro si l'on tient compte de **l'inflation**. Nous gagnons actuellement (heh) 0,1 % sur nos liquidités alors que l'inflation se situe quelque part entre le taux "officiel" de 3 % et **des mesures plus réelles entre 5 et 10 %**.

Il s'agit d'un changement significatif par rapport à l'époque où l'épargne (dans les institutions d'épargne et de crédit) rapportait 5,25 % en vertu de la réglementation.

Alors que le capital ordinaire ne rapporte rien (ou moins que zéro), le capital et les revenus des 0,01 % les plus élevés ont atteint des niveaux sans précédent. Cette vaste asymétrie empoisonne l'Amérique, et le système financier, à commencer par la Réserve fédérale, est incapable d'y remédier, si ce n'est en la rendant encore plus déformée et destructrice en faisant davantage de ce qui a échoué de façon spectaculaire.

Pour comprendre pourquoi les rendements du capital sont tombés à zéro alors que les revenus de la richesse ont afflué vers les élites supérieures, nous devons examiner la part des salaires dans l'économie et la part du capital dans l'économie. La part des salaires (c'est-à-dire la part du travail) a diminué au cours des 45 dernières années, tandis que les bénéfices des entreprises et la richesse de l'élite américaine ont grimpé en flèche. (Voir le graphique ci-dessous)

Ce n'est pas un hasard si, lorsque les taux d'intérêt sont tombés à zéro, la richesse et les revenus des 0,01 % les plus élevés ont grimpé en flèche, alors que les revenus salariaux ordinaires ont chuté de 10 % lorsqu'ils ont été ajustés en fonction du pouvoir d'achat des gains.

Un récent rapport préparé par la RAND Corporation, *Trends in Income From 1975 to 2018*, documente que 50 000 milliards de dollars de revenus ont été transférés aux propriétaires de capitaux par les 90 % de ménages américains les plus pauvres au cours des 45 dernières années.

Que se passe-t-il lorsque le pouvoir d'achat des revenus des 90 % les plus pauvres diminue pendant des décennies ? (Même les personnes qui gagnent beaucoup d'argent, comme les médecins, ont vu leur pouvoir d'achat diminuer depuis 1975). Les ménages ne peuvent pas emprunter autant d'argent qu'ils le pouvaient auparavant parce que leurs revenus ne vont tout simplement pas aussi loin ; il y a moins de revenu disponible pour supporter davantage le service de la dette.

Que se passe-t-il lorsque les bénéfices des entreprises montent en flèche, que les emplois sont délocalisés et que les entreprises arbitrent tous les avantages de la mondialisation ? Les entreprises n'ont pas besoin d'emprunter autant d'argent qu'elles ont des billions de bénéfices pour travailler.

En d'autres termes, la demande de crédit stagne alors que, dans le même temps, la Réserve fédérale a inondé l'économie de crédits à des taux proches de zéro. La demande a stagné en même temps que les salaires, tandis que l'offre s'est envolée dans les billions grâce à la création de crédits sans précédent par la banque centrale.

La raison pour laquelle les banques centrales ont réduit les taux à zéro est évidente : si les 90 % les plus pauvres ne peuvent pas emprunter plus d'argent à 5 % pour consommer plus de biens et de services, ils peuvent certainement emprunter davantage à 1,5 % car la partie intérêts de leur paiement mensuel baisse considérablement.

Et il est certain que l'écrasement des taux à un niveau proche de zéro a déclenché des bulles de refinancement et de logement et a généré des ventes élevées de camionnettes et d'automobiles sur la base de quelques dollars de baisse et d'un financement automobile de 1,9 %.

En d'autres termes : comme le pouvoir d'achat des salaires n'a cessé de diminuer, la "solution" consiste à remplacer les revenus par des dettes. Le fait qu'en fin de compte, les revenus stagnants ne puissent pas supporter plus de dettes, quel que soit le taux d'intérêt, est gênant, et a donc été ignoré.

Les taux d'intérêt zéro ont joué différemment dans les entreprises américaines : puisque le capital est si bon marché, pourquoi ne pas emprunter quelques milliards de dollars à 1,5% et utiliser l'argent pour racheter des actions de l'entreprise, ce qui génère une augmentation annuelle de 10% du prix de l'action ? En effet, pourquoi pas ?

Et pourquoi ne pas utiliser ce capital bon marché pour automatiser les tâches afin de réduire la main-d'œuvre américaine coûteuse et de déplacer encore plus d'emplois à l'étranger, dans des pays à bas salaires ? En effet, pourquoi pas ? La maximisation des profits l'exige, et le coût quasi nul du capital l'incite.

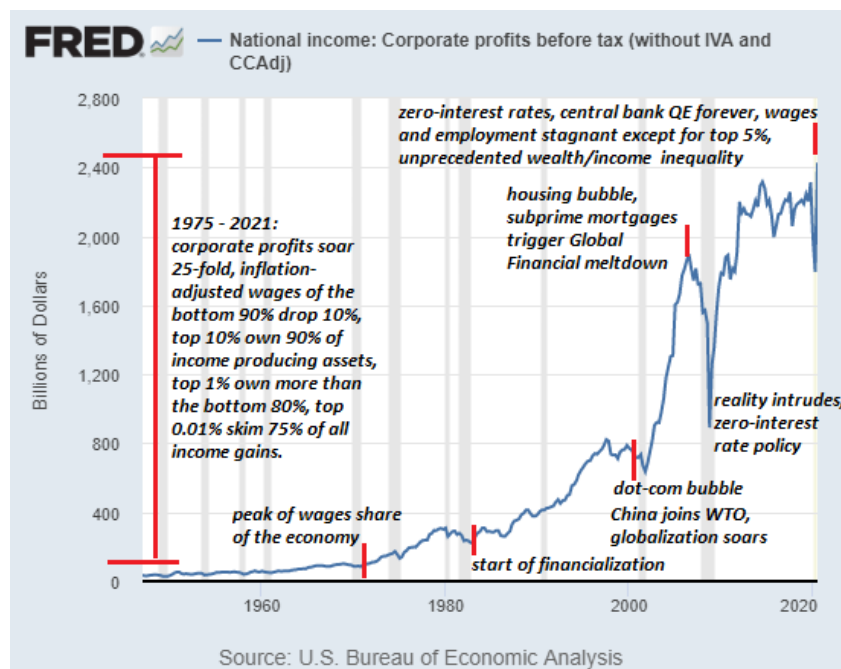
Le résultat net des rendements quasi nuls du capital ? Les 0,1 % les plus riches possèdent plus de richesses que les 80 % les plus pauvres. Environ 75 % de tous les gains de revenus sont allés aux 0,01 % supérieurs.

Cette asymétrie extrême a empoisonné la société américaine et son économie. Cette immense distorsion du coût du capital peut être mieux comprise en se demandant : **que se passe-t-il lorsqu'une ressource est gratuite ?**

La réponse est qu'elle est gaspillée. Mais le gaspillage n'est qu'une partie du problème.

Considérez ce qui s'est passé lorsque l'air et l'eau étaient "libres". L'air et l'eau sont devenus des décharges de déchets toxiques, et les rivières américaines ont tristement pris feu. Il en va de même pour le capital "libre" : Le système financier américain n'est rien d'autre qu'une décharge de déchets toxiques, faite de spéculation extrême, de fraude, de collusion, de corruption et de profits effrénés.

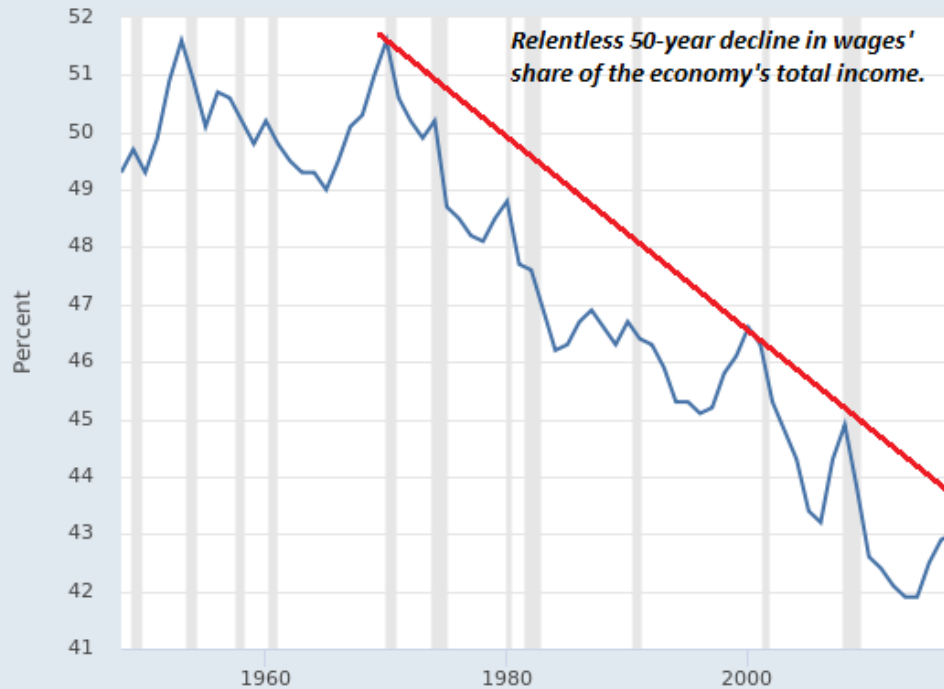
Les rivières sont en feu, mais le plan de la Réserve fédérale reste le même : maintenir le coût du capital à un niveau "libre" afin que les extrêmes de la spéculation puissent aller jusqu'à l'échec. La course à l'échec sera aussi extrême que les asymétries qui ont empoisonné l'Amérique.



notes added by charles hugh smith www.oftwominds.com 2/21

FRED

— Shares of gross domestic income: Compensation of employees, paid: Wage and salary accruals: Disbursements: To persons



Source: U.S. Bureau of Economic Analysis

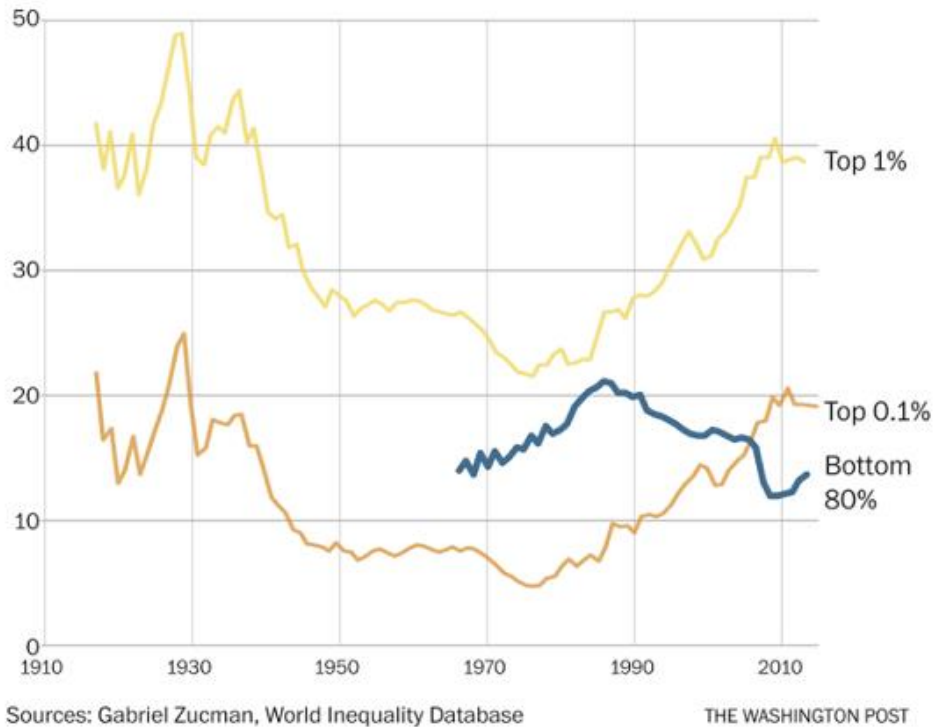
For Richer and Poorer

Average family income, excluding capital gains, adjusted for inflation



The top 0.1% now own more than the bottom 80%

Share of American wealth owned by the top 1%, the top 0.1%, and the bottom 80% of American adults



▲ RETOUR ▲

Pourquoi les métaux rares et précieux ne sont pas recyclés

Alice Friedemann Posté le 18 février 2021 par energykeptic

Tableau périodique des éléments chimiques

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
1 H Hydrogène	2 He Hélium	3 Li Lithium	4 Be Béryllium	5 B Bore	6 C Carbone	7 N Azote	8 O Oxygène	9 F Fluore	10 Ne Neon	11 Na Sodium	12 Mg Magnésium	13 Al Aluminium	14 Si Silicium	15 P Phosphore	16 S Soufre	17 Cl Chlore	18 Ar Argon
19 K Potassium	20 Ca Calcium	21 Sc Scandium	22 Ti Titane	23 V Vanadium	24 Cr Chrome	25 Mn Manganèse	26 Fe Fer	27 Co Cobalt	28 Ni Nickel	29 Cu Cuivre	30 Zn Zinc	31 Ga Gallium	32 Ge Germanium	33 As Arsenic	34 Se Sélénium	35 Br Brome	36 Kr Krypton
37 Rb Rubidium	38 Sr Strontium	39 Y Yttrium	40 Zr Zirconium	41 Nb Niobium	42 Mo Molybdène	43 Tc Technetium	44 Ru Ruthénium	45 Rh Rhodium	46 Pd Paladium	47 Ag Argent	48 Cd Cadmium	49 In Indium	50 Sn Étain	51 Sb Antimoine	52 Te Tellure	53 I Iode	54 Xe Xénon
55 Cs Césium	56 Ba Baryum	57 La Lanthane	58 Ce Cérite	59 Pr Praseodyme	60 Nd Néodyme	61 Pm Prométhée	62 Sm Samarium	63 Eu Europium	64 Gd Gadolinium	65 Tb Terbium	66 Dy Dysprosium	67 Ho Holmium	68 Er Erbium	69 Tm Thulium	70 Yb Ytterbium	71 Lu Lutécium	72 Hf Hafnium
73 Ta Tungstène	74 W Tungstène	75 Re Rhenium	76 Os Osmium	77 Ir Iridium	78 Pt Platine	79 Au Or	80 Hg Mercure	81 Tl Thallium	82 Pb Plomb	83 Bi Bismuth	84 Po Polonium	85 At Astatine	86 Rn Radon	87 Fr Francium	88 Ra Radium	89 Ac Actinium	90 Th Thorium
91 Pa Protactinium	92 U Uranium	93 Np Neptunium	94 Pu Pluton	95 Am Americium	96 Cm Curium	97 Bk Berkélium	98 Cf Californium	99 Es Einsteinium	100 Fm Fermium	101 Md Mendelevium	102 No Néodymium	103 Lr Lawrencium	104 Rf Rutherfordium	105 Db Dubnium	106 Sg Seaborgium	107 Bh Bohrium	108 Hs Hassium
109 Mt Meitnerium	110 Ds Darmstadtium	111 Rg Roentgenium	112 Cn Copernicium	113 Nh Nihonium	114 Fl Flerovium	115 Mc Moscovium	116 Lv Livermorium	117 Ts Tennessine	118 Og Oganesson	119 Uut Ununennium	120 Uuq Ununquadium	121 Uub Ununbium	122 Uuo Ununoctium	123 Uuh Ununheptium	124 Uuq Ununquadium	125 Uub Ununbium	126 Uuo Ununoctium

Préface. Ce billet explique pourquoi les métaux rares et critiques ne sont pas du tout recyclés ou, au mieux, ne le sont qu'à un faible pourcentage. En fait, il est toujours moins cher de les extraire de la terre que d'essayer de les séparer des appareils électroniques, et c'est souvent impossible car ils sont en **alliage ou incorporés** à d'autres métaux et que les produits chimiques, la chaleur, la pression et d'autres techniques ne peuvent pas

séparer.

Alice Friedemann www.energyskeptic.com auteur de "When Trucks Stop Running : L'énergie et l'avenir des transports", 2015, Springer, Barrières à la fabrication de biocarburants à base d'algues, et "Crunch ! Whole Grain Artisan Chips and Crackers". Podcasts : Collapse Chronicles, Derrick Jensen, Practical Prepping, KunstlerCast 253, KunstlerCast278, Peak Prosperity , XX2 report



Plus un produit est complexe et plus il utilise de minéraux, plus il sera performant, mais plus il est difficile de recycler les métaux essentiels à son bon fonctionnement au départ.

Avec une quantité *infinie* d'énergie, d'argent et de temps, les métaux pourraient être recyclés. Mais dans le monde réel, cela ne se fait pas en raison du coût élevé, des processus complexes et de la grande quantité d'énergie nécessaire pour séparer les matériaux, ainsi que des mauvaises technologies de recyclage, de la conception des produits et du comportement social <acheter du recyclé donne une mauvaise image sociale>.

Moins de 1 % des 34 métaux rares et critiques sont recyclés. Ces métaux sont essentiels pour les puces électroniques, le photovoltaïque solaire, l'électronique grand public - presque tous les produits de haute technologie en sont dotés.

Mais il est tout simplement impossible, **d'un point de vue thermodynamique**, de séparer et de récupérer bon nombre d'entre eux, car ils sont utilisés en si petites quantités à des fins extrêmement précises, et mélangés à d'autres métaux rares (Bloodworth 2014, Reck 2012).

Les métaux tels que le tantale, le gallium, le germanium et les éléments des terres rares sont oxydés et perdus dans les scories de la fonderie (Hagelken 2012).

Les métaux les plus couramment recyclés sont également les moins chers et les plus **abondants** de la planète, comme **l'acier, l'aluminium, le cuivre, le zinc, le plomb et le nickel**, avec des taux souvent supérieurs à 50 %. Ce taux de récupération élevé est dû à leur présence sous forme relativement pure en grandes quantités dans les produits. *Mais même ceux-ci sont réutilisés 2 ou 3 fois avant d'être perdus dans les décharges.*

Les méthodes de récupération des métaux rares sont beaucoup plus complexes. Ces métaux sont utilisés dans une myriade d'applications, des téléphones portables aux satellites. **Jusqu'à 60 éléments différents entrent dans la fabrication des microprocesseurs et des cartes de circuits imprimés (Gunn 2013), généralement en quantités infimes et souvent dans des combinaisons que l'on ne trouve pas dans la nature.**

La nécessité de recycler est évidente - ce n'est qu'en le faisant que l'on pourra prolonger la vie de ces ressources pour les générations futures, car les minerais continuent d'être de plus en plus pauvres et leur extraction nécessite plus d'énergie, alors que dans le même temps, l'énergie nécessaire à l'extraction du pétrole, du charbon et du gaz naturel diminue.

Même les métaux précieux n'ont un taux de recyclage que de 60 %, et seulement 50 % du platine, du palladium et du rhodium sont récupérés des pots catalytiques des voitures, car de nombreuses vieilles voitures sont exportées vers des pays en développement qui ne disposent pas de technologie de récupération. Pour la même raison, en ce qui concerne les métaux du groupe du platine dans l'électronique, le taux est encore plus faible, à peine 5 à 10 %.

Beaucoup de ces métaux sont très toxiques pour les plantes et les animaux, mais ils sont recyclés à des taux très faibles, ce qui explique en partie pourquoi un cinquième des terres arables de Chine sont polluées par des

métaux lourds toxiques (Chin 2014). L'un des pires, le cadmium, est principalement recyclé à partir de piles nickel-cadmium, mais à des taux très faibles. La récupération du mercure est au mieux de 10 à 20 % pour les ampoules fluorescentes. L'écotoxicité des nanomatériaux contenant des métaux est également un problème.

L'US Geological Survey estime que le taux moyen de recyclage de la plupart des métaux est de 50 % (Papp 2007). *Cela signifie qu'après seulement 4 recyclages, nous avons perdu 95 % de la quantité initiale.*

C'est dommage, car la plupart des métaux utilisés dans les appareils électroniques utilisent des métaux de terres rares pour lesquels il n'existe pas de substitution avec la même efficacité. Et en cas de pénurie dans certaines applications, le rapport réserves/production pour le gallium, le germanium et l'indium (indispensables pour les écrans tactiles et autres écrans) est estimé à moins de 20 ans d'approvisionnement (Frondel et al. 2006). Moins de 1% des éléments rares sont recyclés à partir des déchets électroniques. Il est trop coûteux de les recycler, de sorte qu'ils finissent dans des fours brûlés avec les plaques de plastique qui les contiennent. Les rares endroits où les métaux des terres rares sont récupérés ne veulent pas partager leurs méthodes exclusives avec d'autres recycleurs potentiels.

Pire encore, l'obsolescence planifiée est bien vivante. Les objets sont toujours conçus pour se décomposer et impossibles à réparer, ce qui oblige les clients à en acheter un nouveau.

La thermodynamique est la limite ultime au stade du traitement final et ne peut être ignorée.

La matière se perd en cours de route

1. Collecte initiale : une fraction de l'ensemble des équipements électroniques est transformée en centres de recyclage, le pourcentage dépend de facteurs sociaux et gouvernementaux.
2. Centres de recyclage : une grande partie des déchets électroniques est envoyée dans des pays qui ne disposent pas d'installations de recyclage adéquates
3. Prétraitement et tri - certains composants sont trop difficiles à démonter, alors ils sont jetés. Il n'y a pas non plus suffisamment de matériaux pour justifier le coût de la technologie de recyclage des machines.
4. Technologie de recyclage : En général, on se contente de déchiqueter, de broyer, de trier par magnétisme. Il est trop coûteux de récupérer encore plus avec les lasers, le proche infrarouge ou le tri par rayons X.
5. Conception des produits : il est souvent difficile de séparer les produits, comme les aimants permanents laminés dans les ordinateurs.
6. Fonderie : les métaux les plus courants, les plus gros et les plus faciles à traiter sont acheminés vers la fonderie, c'est-à-dire le fer, l'aluminium, etc. Toutes les matières qui ont été collectées et qui ont pu être fondues n'atteignent pas les fonderies, surtout si celles-ci sont éloignées.

Recyclage (Bardi 2014).

L'un des grands problèmes du recyclage des déchets est connu sous le nom de "downcycling", car **les matériaux recyclés ne sont pas aussi bons que le produit d'origine.**

Prenons l'exemple de l'**acier**. Bien que nous recyclions 68 % du fer et de l'acier, le problème est que l'acier d'origine a été fabriqué sur mesure pour une application particulière afin d'être dur ou solide ou résistant à la corrosion. Cela se fait en ajoutant d'autres éléments et en créant un alliage ayant les propriétés requises (c'est-à-dire du chrome, du cobalt, du silicium, du manganèse, du vanadium et d'autres éléments). Essayer de contrôler la concentration de ces autres métaux pendant le recyclage est si complexe et si coûteux que cela n'est généralement pas fait. Par conséquent, l'acier recyclé est de moins bonne qualité, car on ne peut pas compter sur sa dureté, sa solidité ou sa résistance à la corrosion et il ne peut pas être réutilisé dans de nombreuses industries.

Chaque fois que **le papier** est recyclé, ses fibres deviennent plus courtes, ce qui en fait un produit de qualité inférieure. Le downcycling permet d'éviter le recyclage perpétuel.

De même, lorsque différents types de **plastiques** sont mélangés, le plastique qui en résulte a de mauvaises propriétés mécaniques et des utilisations limitées.

Les canettes de boisson contiennent du magnésium mélangé à l'**aluminium**, ce qui nécessite plusieurs autres étapes de séparation pour être retransformé en aluminium pur.

Dans tous les cas, le recyclage devient plus difficile à mesure que la fraction recyclée augmente ou que le matériau recyclé doit être plus performant.

En fin de compte, cela demande plus d'argent et d'énergie, c'est pourquoi le recyclage économiquement justifiable est bien inférieur à 100 %. Les métaux rares comme l'indium et le gallium ne sont pas du tout recyclés.

RÉFÉRENCES

Bardi, Ugo. 2014. Extrait : Comment la quête de richesses minérales pille la planète. Chelsea Green Publishing.

Bloodworth, A. 2014. Suivre les flux pour gérer l'approvisionnement en métal et en technologie. Le recyclage ne peut pas répondre à la demande de métaux rares utilisés dans les technologies numériques et vertes. Nature 505 : 19-20.

Chin J, et al. 2014. La Chine détaille la vaste étendue de la pollution des sols. Environ un cinquième des terres arables du pays sont contaminées par des métaux lourds. Wall Street Journal.

Frondel, M., et al. 2006. Trends der angebots- und nachfragesituation bei mineralischen rohstoffen. Ministère fédéral de l'économie et de l'énergie.

Gunn, A. G. 2013. Dans Proc. 12e Bienn. Soc. Geol. Appl. Miner. Dép. Meet (SGA, 2013)

Hagelucken, C et al. 2012. Precious Materials Handbook, Ch 1, Hanua-Wolfgang.

Papp, J. F. 2007. Annuaire des minéraux 2005 : recyclage des métaux. U.S. Geological Survey.

Pihl, E., et al. 2012. Contraintes matérielles pour la concentration de l'énergie solaire thermique. Énergie 44 : 944-954

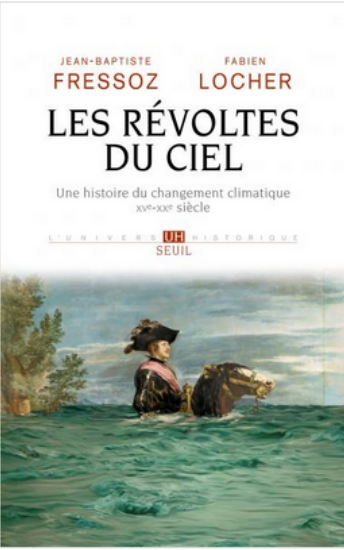
Reck, B. K. et al. 2012. Les défis du recyclage des métaux. Science 337 : 690-695

Wadia, C. et al. 2009. La disponibilité des matériaux élargit les possibilités de déploiement du photovoltaïque à grande échelle. Environ. Sci. Technol 43 : 2072-2077

▲ RETOUR ▲

.LES RÉVOLTES DU CIEL

Facebook de Vincent Mignerot



VISUEL HD

Les Révoltes du ciel

Une histoire du changement climatique XVe-XXe siècle

Jean-Baptiste Fressoz
Fabien Locher

De l'aube de l'époque moderne au milieu du XXe siècle, les sociétés occidentales ont débattu du changement climatique, de ses causes et de ses effets sur les équilibres écologiques, sociaux, politiques. On ne se préoccupait alors ni de CO2 ni d'effet de serre. On pensait par contre que couper les forêts et transformer la planète modifieraient les pluies, les températures, les saisons. Cette question fut posée partout où l'histoire avançait à grands pas : par les Conquistadors au Nouveau Monde, par les révolutionnaires de 1789, par les savants et les tribuns politiques du XIXe siècle, par les impérialistes européens en Asie et en Afrique jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

Cette enquête magistrale raconte pour la première fois les angoisses et les espoirs de sociétés qui, soumises aux aléas du ciel, pensent et anticipent les changements climatiques. Elle montre que la transformation du climat fût au coeur de débats fondamentaux sur la colonisation, Dieu, l'Etat, la nature et le capitalisme et que de ces batailles ont émergé certains concepts-clés des politiques et des sciences environnementales contemporaines. Si, pendant un bref laps de temps, l'industrie et la science nous ont inculqué l'illusion rassurante d'un climat impassible, il nous faut, à l'heure du réchauffement global, affronter de nouveau les révoltes du ciel.

Jean-Baptiste Fressoz est historien, chercheur au CNRS, auteur de *L'Apocalypse joyeuse. Une histoire du risque technologique* (Seuil, 2012) et, avec C. Bonneuil, de *L'Événement anthropocène. La Terre, l'histoire et nous* (Seuil, 2016).

Fabien Locher est historien, chercheur au CNRS, il a codirigé récemment les volumes *Posséder la nature. Environnement et propriété dans l'histoire* (avec F. Graber) et *Crash Testing Property: How Disasters Reshape and Reveal Property Institutions* (avec M. Elie).

Vincent Mignerot

L'épilogue du livre "Les révoltes du ciel" de Jean-Baptiste Fressoz et Fabien Locher rappelle que les sciences, y compris sociales, se sont façonnées au 20ème siècle en alimentant **le fantasme d'un possible affranchissement, pour les sociétés humaines dominantes, des contraintes écologiques. Un héritage difficile à réformer**, encore très actif et soutenu par le récit conservateur des élites, même s'il est fragilisé par le constat récurrent de l'échec à la fois explicatif et prescripteur.

Une marge de manœuvre politique existe assurément. Pourra-t-elle contrecarrer ce qui conditionne notre rapport au milieu naturel, les principes de la thermodynamique et les héritages de l'évolution biologique et culturelle ? Rien n'est moins sûr.

Extrait, pages 228 et 229 :

"Ainsi s'achèvent quatre siècles d'anthropocène, confiant puis angoissé. Pendant un bref moment, l'Homme ne lira plus dans le miroir du ciel et du climat le reflet d'une nature prête à se révolter. C'est un interlude : celui d'un détachement des liens souvent oppressants qui enserraient, depuis l'aube de l'époque moderne, les sociétés européennes et leurs empires aux destinées d'un climat fragile.

Ce détachement est double : non seulement les sociétés humaines n'agissent plus sur le climat, mais ce dernier perd aussi de sa puissance d'agir. À la fin du 19ième siècle, des savoirs nouveaux émergent qui conçoivent la vie en dehors des causalités climatiques. La microbiologie, par exemple, fournit aux médecins des coupables précis et invalide les liens directs entre le milieu et la santé. De même, avec les avancées de la génétique, l'hérédité se coupe de l'environnement, ses mécanismes se retranchent au coeur de la cellule et plus tard de l'ADN. Le climat n'est plus la matrice du vivant qui avait longtemps fasciné les savants. Les sciences sociales connaissent des mutations comparables. La sociologie en voie de formation se construit – en France particulièrement – contre les explications naturalisantes. En économie, le courant « néoclassique » plus tard

dominant se focalise sur la notion d'utilité et les méthodes mathématiques, en écartant les déterminismes naturels. En somme, au moment précis où les sociétés occidentales réduisent leur vulnérabilité, de nouveaux ordres explicatifs court-circuitent le climat et renforcent ce sentiment, confortable et passager, de détachement qu'on appelle parfois la modernité.

Notre sidération face au réchauffement global et notre procrastination devant les mesures douloureuses à prendre tiennent pour partie à ce double héritage. Pendant un bref interlude mêlant technique triomphante, incertitude scientifique, âges glaciaires, globalisation, microbes et sciences sociales, le climat a été délogé de nos consciences. Nous vivons encore dans cet épilogue, même si nous n'avons plus ce luxe : tenir le climat pour acquis."

* * *

Les débats sur les risques écologiques paraissent parfois relever de l'histoire récente. Les seuls progrès scientifiques du 20ème siècle auraient permis une "prise de conscience" des limites planétaires et de la nécessité de préserver le milieu.

Jean-Baptiste Fressoz et Fabien Locher rappellent dans leur ouvrage "Les révoltes du ciel" que les liens entre écologie et politique sont anciens. Peu après la révolution française se posaient déjà des questions très semblables aux nôtres aujourd'hui, avec des propositions de réponses également très semblables.

« À côté de ces questions financières déterminantes dans le refus de la vente, le destin des bois nationaux suscite aussi des interrogations sur le futur de la France, de son économie et de son climat. Faut-il, par exemple, faire confiance aux promesses du charbon ? Selon les partisans de l'aliénation, les craintes de pénurie de bois qui se sont exprimées à l'Assemblée sont futiles car la houille est en passe de le remplacer. Ce à quoi les opposants rétorquent : « charbons et tourbes ne sont ni renouvelables ni abondants, ce sont des talismans qui fascinent les esprits ». Le Comité d'agriculture de l'Assemblée confirme : à long terme, le bois demeurera bien le principal combustible car les mines de houille « ne sont pas aussi communes qu'on le pense. On s'aperçoit que celles d'Auvergne s'épuisent ». En 1792, l'exploitation du charbon ne paraît à beaucoup qu'une solution temporaire, un pis-aller, en attendant la reconstitution des forêts françaises.

C'est aussi à l'occasion de ces débats que l'argument du changement climatique fait son entrée à l'Assemblée nationale. La Société royale d'agriculture met en garde les députés contre les effets climatiques du déboisement – qui déjà se font sentir en Provence. Un député explique que la vente des forêts nationales est la première étape d'une privatisation complète de la nature : « on vous proposera bientôt de vendre nos fleuves, nos rivières, nos ruisseaux, jusqu'à l'air que nous respirons. On n'a pas assez réfléchi que la pureté de l'air, l'existence même de l'eau est due à nos forêts ». Surtout, c'est lors de ce débat que deux figures clés des luttes climatiques et forestières du début du 18ième siècle s'expriment pour la première fois sur ces questions : l'ingénieur François-Antoine Rauch (chap. 10) et Jean-Baptiste Rougier. Ce dernier est un personnage important, riche propriétaire dans l'Yonne, député, membre de la Société royale d'agriculture. En mars 1792, il lance l'alerte et va jusqu'à présenter le sort des forêts nationales comme le point de bascule vers la régénération ou la décadence de la France. L'histoire de l'Égypte, de la Perse, de l'Arabie doit mettre la représentation nationale sur ses gardes : « des millions d'hommes ont disparu avec l'épuisement et le dessèchement de la terre ».

La nationalisation des forêts du clergé est un tournant de notre histoire, car elle a étroitement lié la question du changement climatique avec celle du crédit de l'État. L'Assemblée nationale résonnera longtemps des échos du débat de mars 1792 quand les députés refusèrent une privatisation pour des raisons en partie climatiques." (pages 85-86)

▲ RETOUR ▲

.Il existe des possibilités réelles de désertion



Pierre Madelin pointe les aberrations des discours énonçant que la "sphère de la liberté" (la Culture) pourrait être totalement affranchie des héritages biologiques et évolutifs (j'ajouterais les contraintes de la thermodynamique pour ce qui concerne l'avenir économique de nos sociétés). Une marge de manœuvre existe mais **l'esprit ne peut pas tout**. On retrouve cette injonction à la réussite par convocation de la liberté de l'individu autant dans les sphères du développement personnel, de la spiritualité New Age que dans certaines postures prescriptives de l'écologie politique ("il suffit de lutter pour faire tomber le capitalisme"). Ces énoncés prescripteurs peuvent faire culpabiliser l'individu et paradoxalement le déposséder de ses moyens réels parce qu'il se retrouve à devoir assumer par lui-même un possible échec dont l'évitement ne relève pas de ses propres capacités. **La croyance en la toute-puissance de la volonté** peut aussi soumettre à l'emprise de celui qui énonce un tel récit et exposer à la souffrance, l'individu ne parvenant ni à obtenir le résultat espéré ni à dépasser le récit "bloquant", dont il reste dépendant pour obtenir réassurance malgré les injonctions paradoxales. De tels énoncés sont fréquents dans la sphère de l'étude des risques d'effondrement.

Pierre Madelin :

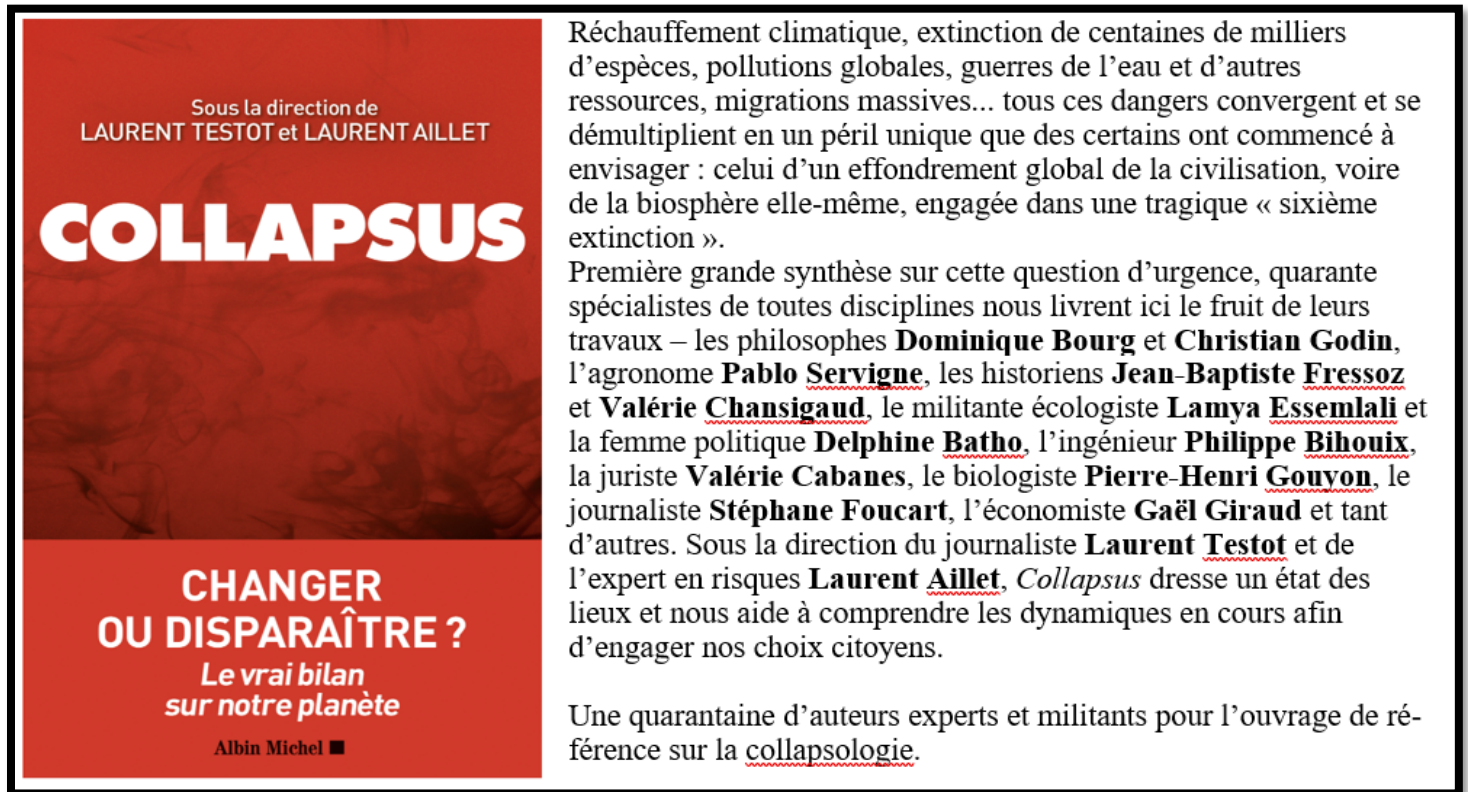
"Mais repartons une nouvelle fois de notre interrogation : pourquoi cette question des origines est-elle à ce point chargée émotionnellement et politiquement ? Parce que l'on se dit que si un phénomène — le patriarcat ou la violence entre groupes — est là depuis toujours, ou en tout cas depuis fort longtemps, c'est qu'il est ancré dans une forme de nature, qu'il ne résulte donc pas exclusivement d'une construction sociale et historique. Or cette naturalisation du social suscite des craintes bien compréhensibles puisque, historiquement, les rapports de domination ont souvent été légitimés par leur naturalisation. Dans certains milieux écologistes radicaux, on se retrouve ainsi dans une situation à la limite de la schizophrénie épistémologique. D'un côté, on ne cesse de souligner qu'il faut aller au-delà du « Grand Partage » entre Nature et Culture, de ce dualisme constitutif, mais, d'un autre côté, on refuse toute naturalisation, même minime, prudente, fine, des rapports sociaux — surtout lorsqu'ils impliquent des formes de violence ou de domination. Et ce, donc, par crainte de voir ressurgir le spectre de leur légitimation.

Le « Grand Partage » dualiste chassé par la porte revient ainsi par la fenêtre, puisque **l'on part du principe que l'on peut expliquer l'organisation des sociétés en passant sous silence des millions d'années d'évolution dans les sociétés de primates, d'hominoïdes, d'hominidés et enfin dans les différentes espèces du genre homo**. Or comment peut-on raisonnablement affirmer que les contraintes phylogénétiques ou écologiques qui se sont exercées au cours de cette longue histoire n'ont eu aucune influence sur l'émergence de certains comportements, qu'ils soient coopératifs ou hiérarchiques ? Le plus déroutant dans tout ça, c'est sans doute que ces

approches qui refusent d'invoquer la moindre **explication naturaliste des phénomènes sociaux** reposent finalement sur une conception déterministe de la nature et de l'évolution typique du « Grand Partage », entre Nature (sphère de la nécessité) et Culture (sphère de la liberté). **On se dit que si c'est là depuis toujours, on ne peut y échapper : pour un militant, c'est déprimant.** Or ce n'est pas le cas. Ce n'est pas parce qu'un phénomène est ancien et ancré dans une forme de naturalité qu'il est impossible de s'en affranchir. Si l'on adoptait une vision plus souple, moins fixiste, moins déterministe de la nature, on ne serait pas confronté à ce type d'aberrations intellectuelles."

.COLLAPSUS

Vincent Mignerot 7 Janvier 2021



Alors que les événements d'hier aux États-Unis entreront dans les livres d'histoire, d'autres histoires ont pu de longue date craindre les événements d'hier :

La vie est un songe, allégorie de notre temps ?

Le XVII^e siècle marque l'apogée de l'Espagne conquérante. C'est la fin du Siècle d'or : le pays subit un déclin économique, ses approvisionnements depuis les colonies se fragilisent. Les défaites militaires se multiplient, jusqu'aux traités de Westphalie (1648) qui signent la fin de la suprématie espagnole en Europe.

Pedro Calderón de la Barca écrit en 1635 *La vie est un songe*, une pièce imprégnée des questionnements de l'époque : le développement est-il vraiment fini ? Pouvons-nous admettre cette réalité qui se ferme ? Nous sommes-nous fait tant d'illusions jusque-là ? Est-il possible d'abandonner ces illusions et de retrouver la réalité, si rude soit-elle ?

Si la pièce se déroule dans une Pologne fictive, l'intrigue retranscrit bien le contexte de déclin de la puissance espagnole. L'autoritaire monarque Basilio gouverne un pays en crise et est inquiet de ce que son tempétueux fils Sigismond lui succède, engageant un changement de régime qu'il ne désire pas. Il tente de conjurer ce que les horoscopes lui disent être un sort inéluctable en emprisonnant son fils. Il le dépossède également de la

succession de droit divin, le pouvoir étant transmis traditionnellement de père en fils. Paradoxalement, c'est de cette tentative d'éviter un danger que surgira le désordre, le chaos.

Alors que le contexte général du récit est celui d'un déclin économique structurel, Calderón interroge les modalités du changement ou de la conservation dans la gouvernance. Les pouvoirs anciens ne sont plus légitimes, les nouveaux ne sont pas prêts, une rupture est sans doute nécessaire pour la mise en place d'un régime adapté.

Nous pouvons aussi lire *La vie est un songe* comme un questionnement allégorique sur notre nature et sur la confrontation de cette nature à la fatalité. Sommes-nous vraiment capables d'influencer notre destinée, ou ne sommes-nous capables que de nous illusionner sur notre condition ?

Pour Calderón, comme cela est exprimé dans la pièce, il n'y a pas de plus haute victoire que celle que l'on gagne sur soi-même, en évitant en particulier de soumettre sa volonté à la fois aux apparences et aux passions. Calderón propose également de penser la conciliation entre déterminisme et libre arbitre. Il expose les conditions selon lui de la maîtrise de son destin : « Et ainsi, veut-on vaincre sa fortune, c'est par la prudence et la modération qu'il la faut prendre. »

Le contexte historique de *La vie est un songe*, celui d'une décadence, nous fait écho, et ses prescriptions font encore sens aujourd'hui. La meilleure adaptation possible en temps contraint fait assurément appel à des sentiments oubliés : la mesure en toutes choses, la tempérance, la vergogne. Calderón ne peut bien sûr pas arbitrer sur la possibilité de réinvestir volontairement, par anticipation, la modération dans un contexte de déclin. Une période de chaos est peut-être inéluctable entre deux pouvoirs légitimes, le temps d'une transition. Il énonce toutefois les conséquences du maintien de l'illusion, de la fuite en avant et de la non-considération absurde des limites. Alors que la guerre civile fait rage, un des protagonistes (Clarín, un valet) pense se prémunir du danger en se cachant. Il sera malgré tout atteint par une balle perdue. Face à la mort, Clarín exprimera ainsi sa détresse :

« Je suis un homme infortuné,
qui voulant se garder
de la mort, l'a cherchée !
En la fuyant je l'ai trouvée
car il n'est pour la mort
aucun endroit secret ;
d'où l'on peut déduire, en toute évidence,
cette proposition : tel qui le plus fuit son effet,
est celui qui le plus en subit l'effet. »

Extrait du texte « Faire calmement face à notre finitude », contribution à l'ouvrage collectif *Collapsus* dirigé par [Laurent Aillet](#) et [Laurent Testot](#), publié aux éditions Albin Michel (2020).

▲ RETOUR ▲

.Dévoiturage, dépublicité, détwitter

Par [biosphere](#) 19 février 2021



Le changement est en cours, en arrière toute, précipice en vue... **Nous allons vers la fin de la voiture individuelle, vers un monde sans publicité, vers l'abandon des réseaux sociaux.** Cela ne va pas assez vite à notre goût, mais les prémices sont là.

1) Dans l'industrie automobile, la longue marche vers la fin du moteur à combustion a commencé

~~La firme General Motors ; celle qui fabrique les énormes pick-up ou encore les « muscle cars », GM donc, cinquième constructeur mondial, a annoncé fin janvier 2021 son intention de ne plus fabriquer de voitures essence et diesel à partir de 2035... Paris a ordonné une interdiction des véhicules thermiques en 2030, Bruxelles en 2035. Des villes comme Madrid, Rome, Athènes ont décrété la fin du diesel dans leurs rues de façon imminente... Mais le directeur R&D de la filière automobile française rêve encore : « Après 2035, on considère qu'en Europe on n'utilisera plus de carburants issus d'énergies fossiles. Toute l'énergie qu'on mettra dans un objet de mobilité sera décarbonée de façon nette. Cela signifie que les véhicules qui auront encore un moteur thermique rouleront avec du biogaz, des biocarburants ou de l'essence synthétique. »~~

Pour en savoir plus, [Nous n'en pouvons plus, vite le dévoiturage !](#)

2) La publicité se vend en acteur crédible de la transition écologique

La convention citoyenne pour le climat voulait interdire la réclame pour les produits les plus émetteurs de gaz à effets de serre et obliger à la publication d'incitations à moins consommer. Le Conseil économique, social et environnemental recommande de « réexaminer la question de la publicité sur les véhicules les plus polluants », osant le parallèle avec la pub pour le tabac et l'alcool, qui a pu être interdite « malgré l'importance des recettes qu'elle générerait ». Mais la proposition de loi « Climat et résilience » se contente de mesurètes, par exemple un « code de bonne conduite » pour les publicitaires. Qui peut croire encore que les agences de publicité joueront un rôle positif dans la transition écologique alors que le cœur de leur métier est de travestir la réalité pour vendre toujours plus ?

Pour en savoir plus, [Tout savoir sur la publicité qui nous dévore](#)

3) « J'ai vu naître le monstre » ou la chronique d'une addiction à Twitter

Samuel Laurent raconte sa décennie d'immersion au sein du réseau social : « Twitter me permet d'exister, de compter professionnellement. Je tweete, donc je suis, donc j'existe, donc je pèse. Il me

pousse à continuer, à tweeter et à retweeter sans trêve, sur tout et n'importe quoi... Sans m'en rendre compte, j'ai basculé dans des joutes rhétoriques où l'idée n'est plus tant de convaincre l'autre que de lui montrer qu'il a tort. Tout y passe : caricaturer son argumentation, user de cynisme, d'exagération, souligner les faiblesses de son raisonnement... Sur un réseau social, la meute n'a jamais conscience qu'elle en est une. Chacun pratique sa propre indignation individuelle, sans prendre en compte le caractère collectif qu'elle finit par revêtir... Le 6 juillet, j'annonce ma décision : je quitte Les Décodeurs, le fact-checking, ma chronique sur France 5 et Twitter. Je sais que j'y jouais ma santé physique et mentale. » Ah, si tous les accros aux réseaux sociaux pouvaient faire de même !

▲ RETOUR ▲

.JBLANCHEUR DU TEXAS!

Publié depuis Overblog
19 Février 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND



"Ouais, au Texas ils sont contents de l'électricité renouvelable. Les éoliennes gèlent à tour de bras et les foyers sont de retour à l'âge de pierre."

L'électricité a été domestiquée bien après l'âge de pierre. Fin du XIX^e contre - 3000/2000 av JC. Il me semble que le dit âge de pierre fait partie de la préhistoire et que dans ces contrées US, les gens n'ont pas subitement perdu la faculté de lire et d'écrire.

"Au Texas ils ont essuyé une tempête de neige qui a paralysé une partie de l'état. Beaucoup de foyer ont eu des coupures d'électricité. Les éoliennes avaient gelé et ne pouvaient tourner."

L'opérateur local d'électricité n'avait pas anticiper le froid, et pas demander aux compagnies de gaz d'augmenter leur production.

Conclusion

Avec le renouvelable c'est une autre façon de consommer que nous devons apprendre.

Plan A il y a de l'électricité.

Plan B pas d'électricité, mais la vie continu et je me suis donc équipé (poêle à bois, batterie, récipient d'eau...) en conséquence.

Moi ça me va très bien.

Les gens apprendront l'autonomie, et arrêteront de pleurnicher auprès de maman état."

Bon, il ne faut pas cacher AUSSI, que le secteur pétrolier US AUSSI, est à l'arrêt. De fait, TOUTES les infrastructures n'aiment pas le froid, surtout si le réchauffement climatique est un dogme non négociable.

L'immobilier, lui aussi pourrait être une victime, du Covid, cette fois. Ceci résulte, non pas, du passage au renouvelable qui n'y est pour rien, mais à une faiblesse intrinsèque du modèle de développement, qui n'a aucune résilience.

Sans compter qu'il faut parler clair. De plus en plus, on aura le choix, entre renouvelable, et rien du tout. Et il faudra faire avec. Dire que ça peut flancher -c'est vrai-, mais le fossile, ou le nucléaire, lui, est en train de flancher et qu'il n'y aura pas de moyen de le réparer. Le renouvelable, lui, doit être construit de manière à être indéfiniment réparable avec les moyens du bord.

Le logement de l'avenir sera sobre en énergie -il peut être souterrain- avec des réserves bien garnies, justement pour faire face à ces imprévus. Parce que la merde, elle arrive, un jour ou l'autre.

D'ailleurs, le mouvement d'ensemble vers le renouvelable + économies d'énergies contraintes ou pas, est inarrêtable, mais les importants ont fait en sorte qu'il arrive le plus tard possible. Un Jacques Chirac faisant en sorte qu'on se gave du bon jus nucléaire d'EDF de toutes les manières possibles, parce qu'avec ce bon nucléaire il fallait le rentabiliser (on ne rit pas sur le blog), c'était obligatoire. De fait, ce qui a rentabilisé EDF-nucléaire c'est l'inflation. Cela a évité aux dirigeants de passer pour des gros cons.

Total a fait le choix d'essayer de survivre, en basculant sur ce qu'ils présentaient hier comme impossible, ridicule et forcément marginal, le renouvelable.

C'est vrai, le jus renouvelable c'était au plus 5 %, pas plus. Les danois, pas au courant (c'est le cas de le dire), sont à 62 %.

Engie fait la même.

BHP sort aussi du charbon, non pas pour "sauver le climat", comme indiqué, mais parce que financièrement, il n'y a rien à en attendre.

Il est clair aussi que le fossile perd toute rentabilité. Les gisements faciles n'existent plus et les nouveaux sont de plus en plus compliqués.

Il ne faut donc pas oublier aussi, que ce phénomène est général. Le temps du fossile est pour beaucoup, passé. Qu'on le veuille ou non.

ESPRITS PERVERTIS

Au niveau économique.

D'abord EDF, qui aligne un gigantesque bénéfice de 650 millions d'euros, pour 69.03 milliards de chiffre d'affaire, et qui se précipite pour en distribuer 45 %.

Bon, on peut rappeler aussi l'endettement de 42.290 milliards d'euros. Une paille. L'état dit vouloir encaisser sa part en actions.

Masturbation financière s'il en fut. La totalité de l'endettement est causée par ces distributions et par des "investissements", totalement foireux opérés à l'étranger et qui se finissent par une débandade financière qui se reporte sur vos notes d'électricité.

Mexique, Argentine, Brésil, USA (nucléaire) et bientôt Royaume Uni. Une vieille tendance de TOUS les investissements à l'étranger, être perdus corps et âmes, comme les 45 milliards de francs-or de 1914, devenus 15 en 1918 et 1.5 en 1945...

Bic, là aussi, perversion totale. Oui, bic est une firme qui gagne sempiternellement de l'argent, avec une régularité de métronome, et tout le monde devrait être content - chez les "Zinvestisseurs"- d'avoir une firme pareille, sans histoire, ennuyeuse, mais profitable. Après, le dividende, 1.8 euros par action est estimé insuffisant et le cours de bourse, décevant. Bref, une belle lobotomie. Vu son créneau d'activité, bic est déjà plus que rentable, et il n'y a pas à en attendre plus. Elle ne peut pas, non plus être flamboyante. Mais elle assure un flux constant de cash, qu'elle distribue sans se mettre en péril, comme font les bredins d'EDF.

Chez Carrouf (enfin, les dirigeants), on est heureux comme des canes, parce que l'année 2020 a été bonne. Libérés de ses abrutis de restaurateurs par le COVID, les achats chez Carrouf ont augmenté fortement. Là aussi, recours au dogme : « la normalisation de la politique de dividende », « Le dividende a vocation à augmenter régulièrement » et sera « intégralement en numéraire » et on parle de rachats d'actions. Ouf, pour la doxa impériale. Qu'est-ce que ça serait si on arrêta de piller les firmes ???

Au niveau politique.

Ces connards de néo-cons bellicistes démocrates ne se sont pas aperçus que sans les produits chinois, il ne leur est même pas possible d'envisager une guerre. Les chinois viennent de leur rappeler. Ou alors, il faut rouvrir des mines de terres rares, c'est pas compliqué, ça prend juste une dizaine d'année.

Bien sûr, faire une guerre, c'est bien plus bandant que de s'occuper d'une espérance de vie en chute, particulièrement chez les "N..." , qui depuis les BLM et les antifas peuvent se dessouder allégrement entre "frères", sans être désormais dérangés de manière incessante par les bleus. Déjà que ceux-ci s'en foutaient des embrouilles entre "frères", là, les démocrates ont décrété l'open bar. Mais l'honneur est sauf, le mot en "N..." est toujours banni. Rien à foutre des -3 années pour monsieur et -2.4 pour madame. Biden est très fort pour enc... r le "N...". Champion. En plus, le COVID peut pas piffrer les gros. Double peine.

Le dollar approche de sa [valeur intrinsèque](#), un torchon-cul de piètre qualité. Pendant ce temps-là, [les poubelles](#) sont très courues dans les zones urbaines démocrates.

En France :

[Le président](#) a pris les sénateurs pour des lapins de 3 semaines, en voulant faire voter le vote par anticipation et par machines électroniques. Par principe, ils ne seraient pas contre, mais ils ne sont pas sûrs d'en être les bénéficiaires.

Un juge "[brise un tabou](#)", et remet en cause la propriété lucrative. De fait, tous les placements sont risqués. Et le COVID correspond parfaitement à un "cas de force majeure", et dans l'histoire, beaucoup de "[propriétés lucratives](#)" ont été purement et simplement annulées. De toute façon, un commerce vide rapporte zéro et rien n'indique qu'un local doit être obligatoirement occupé. Dans les villes en déclin, ça ne manque pas. Ils viennent de découvrir que le déclin pouvait concerner aussi les [villes mondialisées](#) ? Et que la première "valeur", c'était les loyers commerciaux et d'habitations ???

Quelquefois, la décision est politique et d'ampleur. Un roi aussi pâle politiquement que Charles VII, lorsqu'il reprit Paris, visita la ville qu'il n'avait pas revue depuis 20 ans et repartit en annulant les rentes de l'hôtel de ville.

Tous les siècles voient des annulations de créances. Et tous les siècles voient des couillons qui croyaient que...

▲ RETOUR ▲





USA WANING : Les nouvelles demandes d'allocation chômage augmentent de manières complètement inattendues !!!

Tiger54 il y a 9 heures

0 132

Au point où on en est, pourquoi la Fed n'imprime-t-elle pas le PIB annuel des Etats-Unis, soit 21 500 Milliards \$?

Olivier Delamarche: « Il est où le Vaccin ? »

Olivier Delamarche: « Il est où le Vaccin ? » Il est où le vaccin ?
<https://t.co/GzBnFgw0SU> — Olivier Delamarche (@ODelamarche) February...

Grenoble: 200 personnes dans la rue pour dénoncer la gestion de la crise sanitaire

Contre le masque, la vaccination ou pour dénoncer la gestion de la crise sanitaire, quelques centaines de personnes ont manifesté...

Fed: 6 000 Milliards \$ créés avec une valeur intrinsèque de Zéro

Fin septembre 2019, le bilan de la Fed était de 3 800 milliards \$. Il s'élève aujourd'hui à plus de 7 000...

La Rumeur d'un énorme Krach se fait de plus en plus instante... Faut-il sortir des marchés boursiers ?



L'Amérique continue de glisser vers le chaos total ! La Way Of life de nomade dans un fourgon pourri va se généraliser en 2021 !!

L'une des nouvelles tendances les plus en vogue aux Etats-Unis ces derniers temps, est de se débarrasser de sa maison...

.Pétrole. Le Brent au-dessus des 65 dollars

Charles Sannat 19 février 2021



Alors que les pays producteurs de pétrole OPEP et hors Opep s'étaient mis d'accord pour ne pas augmenter significativement la production de pétrole et la garder à des niveaux relativement faibles, c'est la vague de froid qui déferle sur les Etats-Unis et qui paralyse la production pétrolière de l'un des plus gros producteurs actuels !

Aux États-Unis ce sont 4 millions de barils quotidiens qui manquent à la production.

Alors cela provoque un « trou » dans la raquette de la production mondiale, ce qui se répercute sur les prix.

Après le froid, le soleil devrait finir par revenir et les prix corriger légèrement à la baisse avant de repartir à la hausse, rattrapés par... **l'inflation que l'Oncle Sam va déclencher.**

▲ RETOUR ▲

L'effondrement temporaire du Texas préfigure l'effondrement total des États-Unis

par Michael Snyder le 18 février 2021



Nous avons un très court aperçu de ce qui arrivera finalement à l'ensemble des États-Unis. Les infrastructures américaines vieillissent et s'effritent. Nos réseaux électriques n'ont jamais été destinés à soutenir autant de personnes, nos systèmes d'eau sont une véritable farce, et il est devenu tout à fait évident que nous serions complètement perdus si jamais une urgence nationale majeure à long terme se produisait. Le Texas dispose d'une immense richesse et de vastes ressources énergétiques, mais on le qualifie aujourd'hui d'"État en faillite". S'il ne peut même pas supporter quelques jours de froid, à quoi le reste de l'Amérique ressemblera-t-il lorsque les choses commenceront vraiment à devenir chaotiques dans ce pays ?

À ce stade, il est devenu évident que le réseau électrique du Texas est dans un état bien pire que ce que l'on pouvait imaginer. Lorsque le froid extrême a frappé l'État, la demande d'énergie a fait un bond spectaculaire. Dans le même temps, environ la moitié des éoliennes dont le Texas dépend ont gelé, et le reste du système ne pouvait tout simplement pas faire face à l'augmentation massive de la demande.

Des millions de Texans ont été privés d'électricité pendant des jours, et des centaines de milliers sont toujours sans électricité au moment où j'écris cet article.

Et maintenant nous apprenons que le Texas était littéralement à quelques instants d'une "panne catastrophique" qui aurait pu entraîner des pannes "pendant des mois"...

Le réseau électrique du Texas était à quelques "secondes et minutes" d'une panne catastrophique qui aurait pu laisser les Texans dans l'ignorance pendant des mois, ont déclaré jeudi les responsables de l'entité qui exploite le réseau.

Alors que des millions de clients à travers l'état commencent à être alimentés en électricité après des jours de pannes massives, les responsables du Conseil de fiabilité électrique du Texas, ou ERCOT, qui gère le réseau électrique qui couvre la majeure partie de l'état, ont déclaré que le Texas était dangereusement proche du pire scénario : des pannes incontrôlées dans tout l'état.

Je ne peux même pas imaginer à quel point les choses auraient fini par devenir cauchemardesques au Texas s'il y avait réellement eu des pannes d'électricité pendant des mois.

Selon un expert, l'État était vraiment au bord du "pire des scénarios"...

Le scénario le plus pessimiste : La demande d'électricité dépasse l'offre de production disponible sur le réseau, ce qui provoque des incendies d'équipements, des explosions de sous-stations et des pannes de lignes électriques.

Si le réseau avait été totalement hors service, les dommages physiques causés à l'infrastructure électrique par l'inondation du réseau auraient pu prendre des mois à réparer, a déclaré Bernadette Johnson, vice-présidente senior de l'énergie et des énergies renouvelables chez Enverus, une société de logiciels et

d'informations sur le pétrole et le gaz dont le siège est à Austin.

Depuis des années, je dis à mes lecteurs qu'ils doivent avoir un plan de secours pour l'électricité, car en cas d'urgence majeure, le réseau peut tomber en panne.

Et quand il tombe en panne, cela peut littéralement coûter la vie à certaines personnes. J'ai été profondément attristé lorsque j'ai appris qu'un homme au Texas était mort de froid, assis dans son propre fauteuil roulant...

Alors que le Texas subissait des jours de coupures de courant, un homme serait mort de froid dans son fauteuil roulant avec sa femme qui s'accrochait à la vie à ses côtés.

L'homme a été retrouvé mort dans sa maison d'Abilene mercredi, après avoir été sans électricité pendant plusieurs jours dans un froid record.

La plupart des Américains ne se rendent pas compte que le reste du monde dispose en fait d'une bien meilleure infrastructure électrique que la nôtre. Il suffit de regarder ces chiffres...

Au Japon, un foyer moyen ne subit que 4 minutes de coupures de courant par an. Dans le Midwest américain, ce chiffre est de 92 minutes par an. Dans le Nord-Est, il est de 214 minutes ; tous ces chiffres ne concernent que les coupures régulières et non celles causées par des conditions météorologiques extrêmes ou des incendies.

Avec la croissance de notre population et le vieillissement de nos infrastructures, les performances ne cessent de se détériorer. En fait, tout se passait beaucoup mieux au milieu des années 1980...

Selon une analyse de Climate Central, les pannes majeures (affectant plus de 50 000 foyers ou entreprises) sont devenues dix fois plus fréquentes entre le milieu des années 1980 et 2012. De 2003 à 2012, les pannes liées aux conditions météorologiques ont doublé. Dans un rapport de 2017, l'American Society of Civil Engineers a indiqué qu'il y avait eu 3 571 pannes totales en 2015, d'une durée moyenne de 49 minutes. L'administration américaine de l'énergie rapporte qu'en 2016, le client moyen des services publics a subi 1,3 interruption de courant, et que la durée totale de la panne a été en moyenne de quatre heures.

L'Amérique s'effondre littéralement tout autour de nous, et la situation s'aggrave d'année en année.

Nos systèmes d'approvisionnement en eau en sont un autre exemple.

Au Texas, le temps froid a littéralement fait éclater des milliers de tuyaux. Les dommages causés par tous ces tuyaux en ruine vont se chiffrer en milliards de dollars.

À l'heure actuelle, on nous dit qu'un total de 797 systèmes d'eau dans l'État signalent des problèmes de "tuyaux gelés ou cassés"...

Selon Toby Baker, directeur exécutif de la Commission du Texas sur la qualité de l'environnement, quelque 13,5 millions de personnes sont confrontées à des interruptions de l'approvisionnement en eau, 797 réseaux d'eau dans tout l'État signalant des problèmes tels que des tuyaux gelés ou cassés. Environ 725 systèmes sont soumis à un avis d'ébullition de l'eau, a déclaré M. Baker lors d'une conférence de presse jeudi.

Au total, environ 7 millions d'habitants de l'État vivent dans des zones qui ont reçu l'ordre de faire bouillir l'eau, et il pourrait falloir des mois pour que le service revienne complètement à la normale.

Sans eau, aucun d'entre nous ne peut survivre longtemps, et il est absolument impératif que vous ayez un plan de secours au cas où votre système local tomberait en panne.

À Houston, les gens qui n'ont pas d'eau chez eux ont été obligés de faire la queue pour remplir des seaux à un robinet public...

Pendant ce temps, dans des scènes qui rappellent un pays du tiers monde, les habitants de Houston ont recours à un robinet d'un quartier local pour remplir des seaux d'eau.

Un habitant de Houston, dont l'électricité vient de revenir jeudi après trois jours mais qui n'a toujours pas d'eau, a déclaré à DailyMail.com : "C'est fou que nous venions de regarder la NASA se poser sur Mars mais ici à Houston, la plupart d'entre nous n'ont toujours pas d'eau potable".

Vous pouvez regarder la vidéo de cet événement ici. Bien sûr, si votre système d'eau local tombe complètement en panne, il n'y aura même pas de robinet public disponible pour que vous puissiez vous approvisionner en eau.

Des pénuries de nourriture et d'autres fournitures essentielles sont également signalées au Texas.

Pour Philip Shelley et sa jeune épouse, la situation est devenue assez rapidement désespérée...

Philip Shelley, un habitant de Fort Worth, a déclaré à CNN que lui, sa femme Amber et sa fille de 11 mois, Ava, avaient du mal à rester au chaud et à se nourrir. Amber est enceinte et doit accoucher le 4 avril.

"(Ava) n'a plus que la moitié d'une boîte de lait maternisé", a déclaré Shelley. "Les magasins sont à court, voire à très court de nourriture. La plupart de nos aliments dans le réfrigérateur sont avariés. La nourriture du congélateur est presque décongelée, mais nous n'avons aucun moyen de la réchauffer".

Alors qu'auraient-ils fait si les coupures avaient duré des mois ?

Dans tout l'État, de très longues files d'attente se forment dans les supermarchés locaux. Dans certains cas, les gens ont commencé à attendre bien avant que les magasins n'ouvrent réellement...

Joe Giovannoli, 29 ans, est arrivé dans un supermarché du Central Market à Austin à 8h30 jeudi, une heure et demie avant l'ouverture. Quelques minutes plus tard, plus de 200 personnes s'étaient alignées derrière lui par un temps mordant de 26 degrés.

La femme de Giovannoli est enceinte de trois mois et l'électricité dans leur appartement d'une chambre à coucher d'Austin a été coupée mardi soir. Après la rupture d'une conduite d'eau, les pompiers ont également coupé l'eau de l'immeuble, a-t-il déclaré. Giovannoli a dit qu'il s'est rendu compte qu'il avait encore mieux que beaucoup d'autres au Texas, mais il s'inquiète du temps qu'il faudra pour que les choses reviennent à la normale.

C'est ce qui se passe dans les communautés du Texas, et vous pouvez voir la vidéo de l'une de ces "lignes de ravitaillement" ici.

Bien sûr, ceux qui s'étaient préparés à l'avance n'avaient pas à faire la queue aussi longtemps car ils avaient déjà de la nourriture.

Malheureusement, même si Joe Giovannoli était arrivé si tôt au supermarché, il a reçu par la suite de très mauvaises nouvelles...

Quelques minutes avant que le magasin n'ouvre ses portes, un responsable est sorti et a averti les personnes faisant la queue que les stocks à l'intérieur étaient faibles : Pas de produits, pas de pâtisseries, pas beaucoup de conserves.

"Nous n'avons pas eu de livraison en quatre jours", a-t-il dit.

N'oubliez pas qu'il s'agit d'une crise temporaire au Texas qui ne durera que quelques jours.

Que se passerait-il donc si une grave urgence nationale à long terme perturbait les systèmes d'alimentation en nourriture, en eau et en électricité pendant des mois ?

Il suffirait d'un temps froid pour provoquer un "scénario d'effondrement" à court terme dans l'État du Texas.

À terme, des choses bien pires arriveront à notre nation, et il est devenu évident que nous ne sommes pas prêts.

Alors préparez-vous tant que vous le pouvez encore, car le temps presse.

▲ RETOUR ▲

Fed: 6 000 Milliards \$ créés avec une valeur intrinsèque de Zéro

Source: or.fr 19 février 2021

Fin septembre 2019, le bilan de la Fed était de 3 800 milliards \$. Il s'élève aujourd'hui à plus de 7 000 milliards \$, soit une augmentation de 3 200 milliards \$, dont la majeure partie depuis mars 2020. Au cours de la même période (septembre 2019-avril 2020), la dette américaine a augmenté de 2 000 milliards \$, passant de 22 700 milliards \$ à près de 28 000 milliards \$.

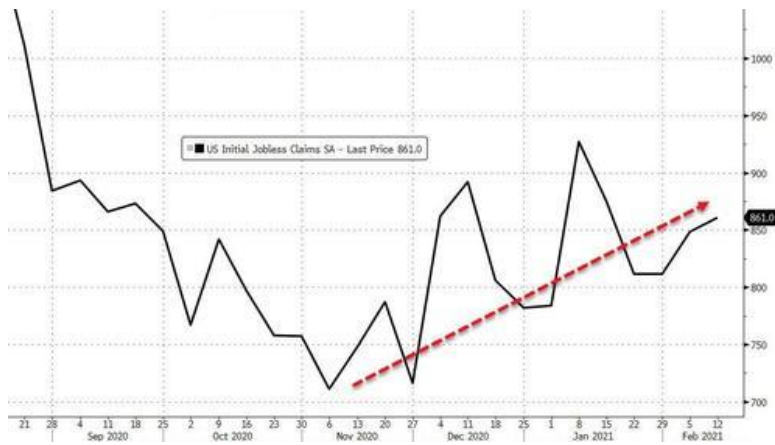


À eux deux, la Fed et le gouvernement américain ont créé près de 6 000 milliards \$ depuis fin septembre 2019. La majorité de cette augmentation a eu lieu en avril 2020. N'oubliez pas : **il ne s'agit pas d'argent réel, mais d'argent fabriqué à partir de rien. Cela n'a nécessité aucun travail, aucun service en retour et aucune production de biens. Cet argent a donc une valeur intrinsèque de ZÉRO.** Ce n'est qu'une écriture numérique, un 5 suivi de 12 zéros. Par conséquent, les bénéficiaires de ces fonds reçoivent de l'argent factice et sans valeur.

▲ RETOUR ▲

USA WANING : Les nouvelles demandes d'allocation chômage augmentent de manières complètement inattendues !!!

Tyler Durden Source: zerohedge 19 février 2021



Après avoir remonté au-dessus de 20 millions de personnes, les analystes s'attendaient à une baisse du nombre d'américains à la recherche d'aides financière auprès du gouvernement au cours de la semaine dernière, mais au lieu de cela, le nombre d'américains qui ont effectué des demandes d'allocation chômage pour la première fois, est remonté à 861 000 (bien pire que les 773 000 attendus). Pire encore, l'amélioration de la semaine précédente à 793 000 a été radicalement revue à la hausse avec 848 000 personnes personnes concernées...

La Californie et l'Illinois ont été les principaux états à constater une réelle flambée des nouvelles demandes d'allocation chômage alors que le Texas par exemple, a vu chuter ces mêmes demandes d'aides financières...

Un seul éventuel aspect positif est que le nombre total de demandeurs d'allocation chômage a un peu diminué la semaine dernière...

Il y a toujours plus de 18 millions de personnes qui sont au chômage et ce n'est pas vraiment une bonne nouvelle... sachant en même temps que l'économie commence à peine à rouvrir.

▲ RETOUR ▲

Les villes sont-elles finies ?

Carlo Ratti , Richard Florida 19 février 2021 Project Syndicate



Loin de rendre les villes obsolètes, comme certains l'ont prédit très tôt, la pandémie a ouvert un potentiel de renaissance de plus en plus large - ce que l'économiste Joseph Schumpeter a appelé la "destruction créative" à l'échelle urbaine. Les bénéfices potentiels sont énormes, mais les risques sont également considérables.

PARIS - La rue de Rivoli, un boulevard qui traverse le cœur de Paris, a été aménagée par à-coups. Napoléon Bonaparte en a lancé la construction en 1802, après des années de planification et de débats, mais les travaux ont été interrompus à la suite de l'abdication de l'empereur en 1814. Le boulevard est resté en suspens jusqu'à ce qu'un autre militaire, Napoléon III, achève le projet dans les années 1850. Le siècle suivant, les travaux reprennent, cette fois pour accueillir les voitures. Mais au printemps dernier, la rue de Rivoli a connu sa transformation la plus rapide à ce jour.

Le trafic parisien ayant été ralenti par un barrage COVID-19, la maire Anne Hidalgo a décidé, le 30 avril, de fermer cette rue de près de deux miles de long aux voitures, afin de créer plus d'espace pour les piétons et les cyclistes. Les ouvriers ont repeint la route et transformé une artère majeure du centre de Paris - qui abrite le musée du Louvre, de renommée mondiale - pratiquement du jour au lendemain, et pas seulement la rue de Rivoli. En n'utilisant que de la peinture et des marqueurs vissés, près de 100 miles de routes parisiennes ont été temporairement réaffectés aux cyclistes dans les premiers mois de la pandémie - une révolution dans la reprogrammation urbaine. Il a été annoncé par la suite que ces changements deviendraient permanents.

L'exemple parisien montre à quel point la pandémie a accéléré le rythme de l'innovation urbaine, comprimant en mois, voire en semaines, ce qui aurait pris des années. En plus de mettre en évidence les défauts des systèmes urbains pré-pandémiques - tels que les niveaux élevés de pollution - il a permis aux dirigeants des villes de contourner la bureaucratie pesante et de répondre beaucoup plus efficacement aux besoins des personnes et des entreprises.

Ces besoins évoluent rapidement. Ces besoins évoluent rapidement. L'un des changements les plus discutés concerne la séparation du domicile et du travail. Au début de l'urbanisation, les gens se rendaient au travail à pied. Plus tard, ils ont commencé à prendre les transports publics. Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale et la montée de la suburbanisation que les gens ont commencé à conduire des voitures de leur domicile à des complexes industriels et des tours de bureaux géants.

Pendant la pandémie, le travail à distance est devenu la règle dans de nombreuses industries - et de nombreuses entreprises prévoient de le maintenir, au moins dans une large mesure. Cette réintégration du travail et du domicile menace l'un des derniers vestiges de l'ère industrielle : les quartiers d'affaires centraux qui entassent et empilent les employés de bureau dans des gratte-ciel.

Comme il est peu probable que de nombreux travailleurs retournent à leurs postes de travail, les vieilles tours de bureaux pourraient être transformées en logements abordables dont on a grand besoin après la pandémie. Les quartiers d'affaires unidimensionnels pourraient devenir des quartiers dynamiques.

Les activités non professionnelles ont également été transformées. Les restaurants, les divertissements et les centres de remise en forme se déplacent de plus en plus vers le plein air, occupant un espace qui était autrefois réservé aux voitures. Ainsi, comme pour les pistes cyclables à Paris, la pandémie crée des prototypes de ville post-automobile permanente, centrée sur l'homme. En fait, les changements à Paris font partie d'un plan plus large visant à créer une "ville du quart d'heure", où les activités quotidiennes essentielles - y compris le travail, l'apprentissage et les achats - peuvent être effectuées à quelques minutes de marche ou de vélo de la maison.

Ainsi, loin de rendre les villes obsolètes, comme certains l'ont prédit très tôt, la pandémie a ouvert un potentiel de renaissance de plus en plus large - ce que l'économiste Joseph Schumpeter a appelé la "destruction créative" à l'échelle urbaine. La crise n'a laissé aux gouvernements d'autre choix que d'adopter une approche rapide, par tâtonnements. Les extraordinaires innovations en matière de piétonnisation, de logements abordables et de zonage dynamique qui ont vu le jour mettent en évidence le pouvoir des boucles de rétroaction positive.

Néanmoins, une approche schumpétérienne est fondamentalement expérimentale, et même les expériences les mieux conçues échouent parfois. En outre, les coûts de ces échecs ne sont pas supportés de manière égale : ceux qui ont le moins d'influence ont tendance à en souffrir le plus. La pandémie COVID-19, par exemple, a touché

de manière disproportionnée les pauvres et les personnes vulnérables.

En cette nouvelle ère d'innovation urbaine, les dirigeants doivent prendre grand soin de minimiser les risques pour les groupes défavorisés et vulnérables - et de redistribuer les bénéfices en leur faveur. Cela signifie, avant tout, les écouter. Le mouvement Black Lives Matter aux États-Unis est un exemple puissant de groupe défavorisé qui demande à être entendu. Partout, les dirigeants doivent être attentifs et s'attaquer de front aux divisions raciales et de classe. L'aménagement urbain est au cœur de toute stratégie de ce type.

Pour soutenir ce processus - et contribuer à maintenir la flexibilité et la rapidité de l'innovation urbaine après la pandémie - les dirigeants devraient envisager de créer des plateformes numériques participatives pour permettre aux habitants de communiquer leurs besoins. Cela pourrait encourager les politiques qui améliorent la qualité de vie dans les villes - en particulier dans les quartiers défavorisés - notamment en limitant les tendances problématiques telles que l'augmentation de la pollution et de l'embourgeoisement. Ce n'est qu'avec une approche souple et inclusive que nous pourrions saisir cette occasion unique - ou plutôt remplir notre obligation urgente - de "reconstruire en mieux".

Une promenade dans la rue de Rivoli aujourd'hui ne révèle rien de la désolation et de l'ennui auxquels nous nous sommes habitués dans les rues de la ville pendant la pandémie. Au lieu de cela, le boulevard historique est animé par des Parisiens masqués, qui se déplacent à vélo, en scooter, en e-bike et en rollers, ou qui s'arrêtent pour prendre un café dans les cafés et les restaurants. Une rue meurtrie par la pandémie a été relancée. Grâce à une planification réfléchie, à des expériences audacieuses et à la chance, ces transformations peuvent n'être qu'un début pour les villes du monde entier.

▲ RETOUR ▲

Déterminer correctement le coût social du carbone

Feb 15, 2021 [Nicholas Stern](#) , [Joseph E. Stiglitz](#)

Jean-Pierre : ce sont ici des auteurs prestigieux... qui n'ont absolument rien compris aux énergies fossiles et ses relations avec l'existence de la civilisation industrielle.



LONDRES/NEW YORK – Le président des États-Unis, Joe Biden, mérite qu'on le loue pour avoir engagé son pays à rejoindre les efforts déployés dans le monde afin de combattre le réchauffement climatique. Mais l'Amérique et le monde doivent relever le défi avec efficacité. À cet égard, le [décret présidentiel](#) signé le 20 janvier par Biden établissant un groupe de travail interagences sur le coût social des gaz à effet de serre marque un pas extrêmement important.

La tâche du groupe sera de trouver une meilleure estimation du coût en dollars pour la société (et la planète) de chaque tonne de dioxyde de carbone ou de gaz à effet de serre émise dans l'atmosphère. Le chiffre, connu sous le nom de coût social du carbone (CSC), fournit aux responsables politiques et aux agences gouvernementales une base d'évaluation des bénéfices escomptés des projets publics et des réglementations destinées à diminuer les émissions de CO₂ – ou de tout autre projet réglementaire qui peut avoir sur les émissions une incidence indirecte.

Si le chiffre fixé par le groupe de travail est trop bas, nombre de projets de réduction des émissions et de réglementation seront bloqués, car leur prix affiché sera supérieur aux bénéfices estimés pour le climat. Il est donc vital de déterminer correctement ce chiffre – et par conséquent, nous entendons qu'il doit être plus élevé que par le passé.

Pour résumer, il existe deux façons de calculer ce coût. Une méthode, à laquelle eut recours l'administration du président Barack Obama, consiste à estimer directement les dommages futurs causés par l'émission d'une unité supplémentaire de carbone.

Malheureusement, il est extraordinairement difficile de mettre en œuvre cette technique de façon satisfaisante. La méthode employée par l'administration Obama laissait très largement à désirer, et a conduit à une estimation trop basse du CSC, à [50 dollars par tonne en 2030](#) (en dollars de 2007). Avant même que Donald Trump n'accède à la présidence, donc, le monde – et les États-Unis en particulier – était engagé sur une voie d'action trop hésitante à l'égard du changement climatique.

L'administration Obama utilisait des modèles intégrés d'estimation, qui, comme leur nom le laisse entendre, intègrent les sciences économiques et de l'environnement pour calculer le cap que prendront l'économie et le climat au cours du prochain siècle, voire plus tard encore. Intégrer l'économie et l'environnement est évidemment très pertinent, mais le diable est dans les détails. Et tel était le problème : ces modèles ont montré qu'ils n'étaient [pas fiables](#), débouchant sur une très large palette d'estimations, qui se montrent extrêmement sensibles aux différentes hypothèses.

Ainsi un résultat majeur issu d'une version approuvée de ces modèles indique-t-il que nous devrions accepter un réchauffement global de [3,5° Celsius](#) par rapport aux niveaux préindustriels. C'est un chiffre beaucoup plus élevé que la limite de 1,5 à 2 °C adoptée en 2015 par la communauté internationale et l'accord de Paris. En réalité, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) [fait très clairement valoir](#) que les risques associés à un réchauffement global de 2° C sont beaucoup plus élevés que si celui-ci n'atteint que 1,5° C ; ils sont a fortiori plus immenses encore pour 3,5° C.

Cette élévation de la température de 3,5° C est la conséquence des hypothèses retenues par le modèle, au nombre desquelles l'incapacité dangereuse à considérer sérieusement les risques extrêmes qu'une évolution climatique non contrôlée fait peser sur nos environnements, nos vies et nos économies. En outre, les modèles intégrés d'estimation ne prennent pas en compte de manière adéquate le rôle potentiel de l'innovation et l'augmentation des rendements dans le passage à l'échelle de l'action contre le changement climatique.

La méthodologie retenue à l'époque d'Obama pose un autre problème : elle défavorise les générations futures. Pour une grande part, les bénéfices d'une diminution aujourd'hui des émissions reposent sur le risque évité d'une évolution climatique dangereuse au cours des prochaines décennies. Cela signifie que nous devons savoir dans quelle mesure nous nous soucions de nos enfants et de nos petits-enfants. Si nous répondons « pas trop », alors nous ne devons pas trop en faire. Mais si nous nous soucions vraiment d'eux, cela doit se traduire de manière pertinente dans nos calculs.

Formellement, la méthodologie de l'ère Obama aborde cette question en formulant des hypothèses sur la valeur actualisée, montrant de combien aura diminué celle d'un dollar au bout d'une année (et de l'année suivante) comparée à celle d'aujourd'hui. L'administration utilisait un taux d'actualisation de 3 %, ce qui signifie que

pour épargner un dollar dans cinquante ans, nous ne devrions vouloir épargner que 22 cents aujourd'hui ; pour épargner 1 dollar dans 100 ans, moins de cinq cents suffiraient.

Aucune justification éthique n'autorise à n'accorder qu'un si faible poids au bien-être des générations futures. Mais dès lors que nous prenons le risque en compte, l'argument économique s'effondre lui aussi.

Après tout, nous acquittons des primes d'assurance pour nous prémunir contre les pertes qui surviendront demain – en d'autres termes, pour atténuer les risques. Nous payons généralement 1,20 dollar pour récupérer en moyenne 1 dollar l'année suivante, parce que la compagnie d'assurances fournit l'argent lorsque nous en avons besoin – comme après un accident de voiture, ou l'incendie de notre domicile. Lorsqu'il s'agit d'une dépense qui diminue les risques futurs, le taux d'actualisation accepté est bas, voire négatif, comme dans cet exemple, parce que les effets potentiels pourraient causer des destructions immenses.

Dépenser aujourd'hui de l'argent dans l'action climatique, c'est comme souscrire une police d'assurance, car c'est réduire le risque de futures catastrophes climatiques. Ainsi le risque induit-il un taux d'actualisation plus bas et un prix du carbone plus élevé.

L'administration Biden s'étant désormais engagée en faveur de l'objectif international d'une limitation du réchauffement climatique global entre 1,5° C et 2° C, elle devrait adopter une seconde méthode, plus fiable, pour calculer le CSC. C'est-à-dire, tout simplement, le prix auquel nous serions capables de réduire les émissions afin d'éviter que le monde ne se réchauffe trop dangereusement.

C'est le prix qui encouragera les investissements en faveur de la sobriété en carbone et les innovations dont nous avons besoin, qui contribuera aussi à diminuer les encombrements et la pollution dans nos villes. Bien d'autres mesures complémentaires seront nécessaires, parmi lesquelles des investissements publics et des réglementations. Comme le soulignait dans son [rapport](#) de 2017 la commission internationale sur les prix du carbone, que nous coprésidons, plus les mesures prises parviendront à diminuer les émissions de CO₂, moins le carbone coûtera cher à l'avenir. Mais le CSC serait plus proche des [100 dollars par tonne en 2030](#) que des 50 dollars estimés par l'administration Obama (avec un taux d'actualisation de 3 %). Un CSC qui se situerait dans la fourchette supérieure des 50-100 dollars, comme nous le suggérons alors, est parfaitement pertinent, puisque les objectifs de l'accord de Paris sont devenus, à juste titre, plus ambitieux : une limite du réchauffement fixée à 1,5° C et la neutralité carbone en 2050.

Le sujet peut paraître technique et devoir être laissé aux experts, mais ceux-ci sont trop nombreux à ne pas suffisamment tenir compte de l'ampleur des risques climatiques, du bien-être des générations futures et des opportunités offertes par l'action climatique dès lors qu'existent les incitations adéquates.

L'administration Biden doit fixer à la pollution par le carbone un prix suffisamment élevé pour encourager aux actions urgentes et d'ampleur indispensables à la tenue des engagements qu'il a pris auprès des Américains et du reste du monde. L'avenir de notre planète en dépend.

▲ RETOUR ▲



Monopole de la monnaie et «grande réinitialisation». La socialisation par la monnaie.

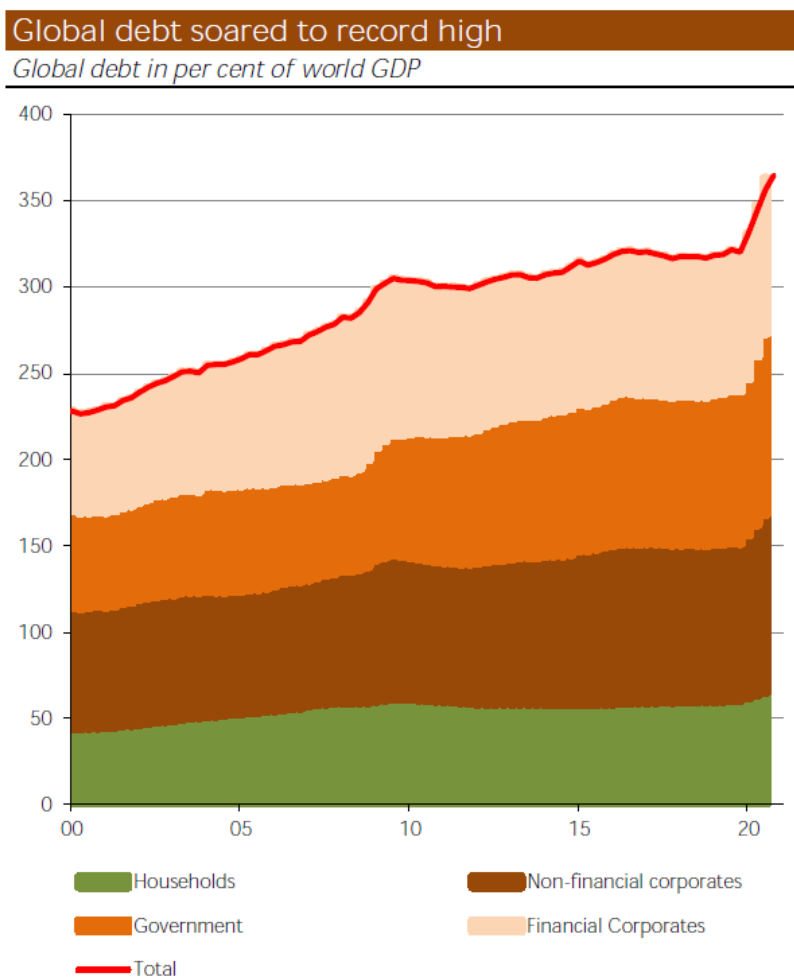
Monopole de l'argent du gouvernement et la «grande réinitialisation»

Le système de papier-monnaie non adossé est un système économiquement et socialement destructeur – avec des conséquences économiques et sociales profondes et néfastes bien au-delà de ce que la plupart des gens imaginent.

La monnaie fiduciaire est inflationniste; elle profite à certains au détriment de beaucoup d'autres; elle provoque des cycles d'expansion et de récession; elle corrompt la moralité de la société; elle se terminera finalement par un effondrement majeur; car elle conduit au surendettement.

L'Institut de la finance internationale (IIF) estime que la dette mondiale a grimpé à 277 trillions de dollars à la fin de 2020, soit 365% du produit intérieur brut (PIB) mondial.

Comme le montre le graphique ci-dessous, la dette mondiale par rapport au PIB n'a d'augmenter ces dernières années, ce qui suggère que l'augmentation de la dette a dépassé celle du PIB. Cette accumulation de surendettement, la voie du surendettement, résulte d'un système de papier-monnaie non garanti.



Source: IIF; graph Degussa.

Latest data point: Q3 '20, estimate for total in Q4 '20.

En étroite coopération avec les banques commerciales, les banques centrales abaissent artificiellement le taux d'intérêt du marché par l'expansion du crédit, ce qui augmente la masse monétaire.

La consommation augmente et l'épargne diminue, tandis que les dépenses en capital augmentent.

Pris ensemble, cela signifie que l'économie vit au-dessus de ses moyens.

Alors que l'injection de nouveaux crédits et de monnaie à des taux d'intérêt artificiellement bas provoque une poussée initiale de l'activité économique, ce boom sera et doit être suivi d'un effondrement. C'est l'enseignement de la théorie vérifiée par l'histoire.

Apprendre de la théorie autrichienne du cycle économique

La théorie autrichienne du cycle économique (ABCT) le montre avec une logique rigoureuse. La raison en est qu'une fois que l'injection de crédit et de monnaie nouvelle a suivi son cours – après l'augmentation des salaires, la baisse du coût du capital, etc. – les taux d'intérêt du marché reviennent à leurs niveaux d'origine, c'est-à-dire aux niveaux qui prévalaient avant l'émission du crédit. et l'injection de l'argent de nulle part. Une fois que les taux d'intérêt du marché commencent à monter, le boom ralentit et s'effondre.

Les taux d'intérêt plus élevés du marché incitent les gens à réduire leur consommation et à augmenter leurs économies par rapport au revenu courant. De plus, les nouveaux projets d'investissement considérés comme rentables en période de baisse artificielle des taux d'intérêt du marché se révèlent non rentables. Les entreprises commencent à freiner leurs dépenses, à supprimer des emplois, à liquider des actifs. **Aussi douloureux qu'il soit pour la plupart des gens, c'est le processus par lequel l'économie se nettoie de la surconsommation et du mal-investissement causés par le boom.**

En règle générale, plus le fardeau de la dette d'une économie est élevé, plus sa dette par rapport au revenu est élevée, plus elle est problématique en cas de récession. D'une manière générale, une diminution de la production aggrave la capacité des emprunteurs à rembourser leur dette. Cependant, une fois que la dette a atteint des niveaux relativement élevés, une récession peut amener les débiteurs à manquer à leurs obligations de paiement. En fait, cela peut provoquer l'effondrement de la pyramide de la dette, plongeant l'économie dans la dépression.

Les détracteurs de l'ABCT peuvent affirmer que le système de papier-monnaie non adossé, malgré son endettement extrêmement élevé, ne s'est pas effondré lors de la crise de 2008-09, ni lors de la crise de verrouillage politiquement dictée de 2020-2021. Cela ne signifie-t-il pas que l'ABCT s'est trompé? La réponse est non; le point important ici est que lors de l'application de l'ABCT à des événements réels passés ou actuels, il est important de prendre en compte de manière appropriée les «conditions spéciales».

Une fois cela fait, il devient évident que les banques centrales ont pris le contrôle des taux d'intérêt du marché ces dernières années.

Les taux d'intérêt du marché ne sont plus «librement» déterminés sur le marché, mais effectivement dictés par les autorités monétaires. En effet, les banques centrales peuvent – et le font – empêcher la hausse des taux d'intérêt du marché, ce qui signifie qu'elles perturbent en fait la force de correction qui pourrait transformer le boom en effondrement, prolongeant ainsi le boom.

Cette politique a des conséquences qui doivent également être prises en compte. Lorsque les banques centrales interviennent avec succès sur le marché du crédit et repoussent l'effondrement, la mauvaise allocation des ressources rares se poursuit et s'aggrave, ajoutant à l'ampleur et à la portée de la crise inévitable à l'avenir. De plus, la politique monétaire visant à empêcher un effondrement par tous les moyens permet aux forces anticapitalistes de détruire le peu qu'il reste du système de marché libre. Et c'est exactement ce qui se passe en ce moment dans le monde.

Une vérité inconfortable: l'État se nourrit de crises

La crise du verrouillage politiquement dictée a ralenti l'activité économique dans de nombreux pays du monde et, dans des cas extrêmes, elle l'a paralysée. La récession, les faillites d'entreprises et le chômage de masse en sont les résultats. Entre-temps, les gouvernements – qui ont provoqué la catastrophe en premier lieu – sont «venus à la rescousse»: ils laissent leurs banques centrales déposer des sommes toujours plus importantes sur les comptes bancaires des consommateurs et des producteurs.

En s'appuyant sur ce flux d'argent, un nombre croissant de personnes et de modèles de business deviennent dépendants des aides du gouvernement. Il ne faut pas grande lucidité pour se rendre compte que tout ce processus fait clairement le jeu de ces milieux politiques qui veulent rester en place et agrandir le pouvoir l'État encore plus, repousser les éléments capitalistes restants dans le système économique et établir un régime collectiviste-socialiste au profit de quelques-uns.

Lorsque les consommateurs et les hommes d'affaires reçoivent un soutien financier généreux du gouvernement, la résistance contre une politique qui détruit de nombreuses entreprises et emplois est considérablement réduite – par rapport à une situation où ceux qui souffrent de ces politiques gouvernementales ne reçoivent aucune compensation. En d'autres termes, en faisant fonctionner les presses monétaires électroniques, le pouvoir de l'État est considérablement accru au détriment des libertés civiles et de la liberté.

L'histoire montre que les urgences et les crises renforcent le pouvoir de l'État; et aussi qu'il est très difficile de réduire le pouvoir de l'État une fois qu'il les a acquis. Et plus l'État devient puissant, plus il est capté par des groupes d'intérêts spéciaux tels que le complexe militaro-industriel, Big Banking, Big Tech, Big Pharma – comme nous l'explique la théorie économique de la recherche de rente.

Le problème de la démocratie oligarchique

Ce développement est accéléré dans les démocraties, car les démocraties se transforment en oligarchies, comme le soutient le sociologue Robert Michels (1876–1936).

Pourquoi donc? Dans les démocraties représentatives, des partis politiques se forment. Ces partis sont des organisations dirigées par les personnes les plus déterminées et les plus assoiffées de pouvoir. Ils deviennent l'«élite du parti oligarchique» et sont en mesure de définir leurs propres agendas, quelle que soit la volonté de la base du parti ou des électeurs du parti.

Divers groupes d'élite des partis oligarchiques commencent à travailler ensemble, ouvrant la voie à une «démocratie oligarchique», dans laquelle les quelques puissants dominent les nombreux impuissants. En d'autres termes: Michels soutient que l'idée de démocratie est renversée. En fait, dans une démocratie oligarchique, il devient possible pour les «élites» politiques et corporatives de diriger efficacement le spectacle, en imposant leur concept politique, économique et social préféré avec des forces conjointes.

Dans ce contexte, les mots à la mode «Grande Transformation», «Grande Réinitialisation» et «Nouvel ordre mondial» semblent être l'idée originale des élites politiques et des entreprises d'aujourd'hui. Elles veulent remplacer le peu de démocratie qu'il reste du système aujourd'hui et installer – système économique de commandement -par les stakeholders, les parties prenantes-. L'institution de la propriété est maintenue dans le nom, mais c'est l'autorité centrale, l'élite du pouvoir, qui détermine ce que les propriétaires de biens peuvent ou ne peuvent pas faire de leur propriété.

Dans un système économique dirigé, les élites du parti oligarchique dictent effectivement ce qui est produit par qui, quand, où et à quel prix, et qui tire quoi et quand de la production.

Il suffit d'un pas assez petit – et logiquement cohérent – pour transformer le système économique de commandement par les stake holders d'après Davos en un socialisme pur et simple – où les élites des partis oligarchiques et leurs partenaires possèdent effectivement les moyens de production.

Nous devons mettre fin au monopole de l'argent de l'État

La productivité d'une économie dirigée, sans parler du socialisme à part entière, ne pourrait pas soutenir, nourrir, vêtir et loger une population mondiale d'environ 7,8 milliards de personnes actuellement. En fait, une économie dirigée ou un socialisme pur et simple signifierait la mort de millions, sinon de milliards, de personnes. Ludwig von Mises (1881–1973) l'a souligné dès 1919: le socialisme est impossible, il conduit au chaos, à l'appauvrissement et à la perte totale de la liberté individuelle.

Les idéologues collectivistes-socialistes et leurs partisans, militant politiques du «changement climatique» et, plus récemment, de l'«épidémie de coronavirus», poussent très fort pour abolir le système de libertés individuelles (ou le peu qu'il en reste) pour imposer une Nomenklatura qui commande le système économique, et les autres sous systèmes comme les systèmes de santé.

....

Dans ce contexte, il devrait être clair que le système de papier-monnaie non adossé n'est pas seulement une cause de crises, mais qu'il est également l'instrument central de ces forces politiques – à savoir les élites des partis oligarchiques et leurs partisans – qui veulent renverser le système économique existant, l'ordre social et installer une dictature collectiviste-socialiste. Parce que si l'État cessait d'être en mesure d'augmenter la masse monétaire à volonté, les gens ressentiraient tôt ou tard les véritables coûts des machinations et des erreurs de cet État.

Et dès lors que les gens comprendraient les coûts réels de la transformation économique ainsi orchestrée politiquement, il en résulterait certainement une résistance susceptible de mettre fin à un système politique qui érode de plus en plus les libertés individuelles et les libertés.

Mettre fin au monopole de la production monétaire par l'État et permettre un marché libre de l'argent serait la ligne de défense la plus efficace contre la tyrannie mondiale.

Le Dr Thorsten Polleit est économiste en chef de Degussa et professeur honoraire à l'Université de Bayreuth. Il agit également à titre de conseiller en placement.

▲ RETOUR ▲

Politique monétaire, vers une contorsion aux USA. Vers une nouvelle aventure.

Bruno Bertez 19 février 2021

Jeudi, la secrétaire au Trésor Yellen était sur CNBC pour une interview préenregistrée sur Closing Bell, où elle s'est alignée plus étroitement sur le président de la Fed, Jérôme Powell.

Encore une fois, la secrétaire au Trésor a exposé son constat:

-«nous sommes en train de creuser un trou dans l'économie» tout en notant

-«le taux de chômage, correctement mesuré, est proche de 10%».

Yellen a également continué à maintenir que si « l'inflation est un risque, la Fed a des outils pour y faire face. »

La question se pose: de quels outils la Fed dispose-t-elle si le chômage est à 10%, lorsqu'il est correctement mesuré? Si vous souhaitez ramener le chômage des minorités aux niveaux de janvier 2020, de quels outils dispose-t-elle pour freiner l'inflation sans augmenter le chômage des plus défavorisés du marché de l'emploi?

Comment résoudre cette contradiction classique qui a déterminé toutes les politiques monétaires et économiques anciennes?

Comment équilibrer les deux mandats quand ils sont antagoniques?

Le Trésor et la Fed tentent d'équilibrer leurs deux mandats pour atteindre les objectifs politiques que Biden souhaite atteindre. La réduction de l'écart de chômage entre les communautés est-elle plus importante que des niveaux d'inflation qui atteindraient 4% ou plus?

La Fed n'a aucun outil classique pour atteindre ce résultat économique que l'on peut qualifier d'asymétrique.

L'augmentation des taux dans le court-terme – façon traditionnelle- entraînerait une diminution de l'emploi à moins qu'il n'y ait également un programme de mise au travail massif de la part du gouvernement... programme qui aurait une incidence contraire sur les taux longs .

Subsidiairement, jusqu'où les taux longs peuvent-ils aller avant qu'ils ne fragilisent de nombreuses classes d'actifs?

La Fed reste catégorique sur sa volonté de faire baisser le chômage alors que le rendement des obligations à long terme monte et que **le marché comme je l'ai écrit hier veut inciter à la discipline.**

Le marché des Treasuries longues tente de forcer la Fed à s'engager dans la lutte contre l'inflation considérée comme non transitoire.

Les banques centrales du monde ont mené une mission coordonnée pour saper les mécanismes de signalisation des marchés. mais ceux-ci se montrent récalcitrants.

La courbe des taux 2/10 ans s'est pentifiée à plus de 120 points de base.

Le seul moyen d'éviter une nouvelle pentification est de relever les taux à court terme.

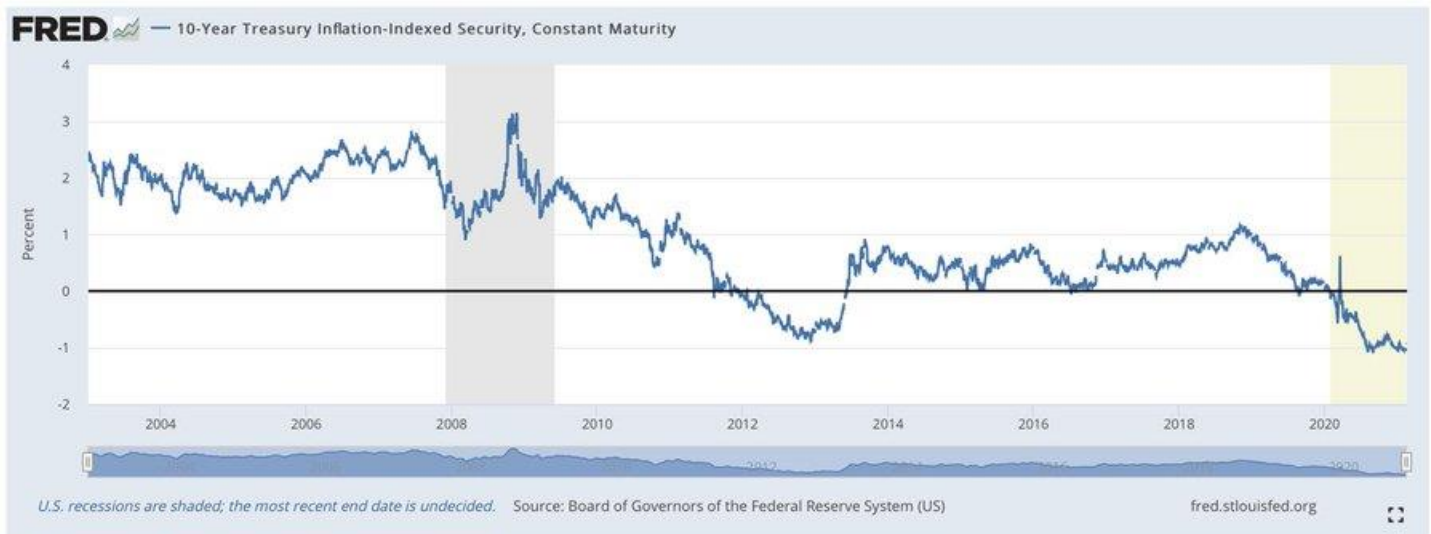
Le taux implicite du contrat à terme sur les fonds fédéraux de février 2022 est de 9pbs!

On va bientôt reparler du contrôle de la courbe des taux, la fameuse YCC.

Une nouvelle aventure!

EN PRIME:

taux réels sur le 1à ans US



Citation :

"Nous pensons qu'il est très important d'avoir un grand plan de relance [qui] s'attaque à la douleur que cela a causée - 15 millions d'Américains en retard sur leur loyer, 24 millions d'adultes et 12 millions d'enfants qui n'ont pas assez à manger, des petites entreprises en faillite", a déclaré la secrétaire au Trésor Janet Yellen à CNBC. "Je pense que le prix à payer pour faire trop peu est beaucoup plus élevé que le prix à payer pour faire quelque chose de grand. Nous pensons que les bénéfices dépasseront de loin les coûts à long terme". »

Attentes sur les fed funds



▲ RETOUR ▲

Que risque vraiment votre épargne en cas d'annulation de la dette Covid par la BCE ?

rédigé par [Eric Verhaeghe](#) 19 février 2021

L'annulation de ce qu'il est désormais convenu d'appeler la « dette Covid » par la BCE est au cœur d'un vaste débat, mené par quelques initiés majoritairement en faveur de l'annulation. Nous parions sur la victoire finale des partisans de l'annulation, dans les deux ans à venir : voici ce que vous risquez dans ce cas de figure.

La question de l'annulation de la dette occupe beaucoup tous ceux qui se passionnent pour cette affaire mystérieuse, dont les termes sont d'ailleurs mal expliqués aux citoyens.

On doit ce manque de transparence à l'approximation générale qui règne dans les esprits parisiens, y compris ceux de l'IFRAP, *think tank* bien connu qui a publié [une tribune floue sur le sujet](#).



Dans ce texte sans surprise, Agnès Verdier-Molinié décrit tous les inconvénients de ne pas rembourser une dette. Ce faisant, elle ne répond pas exactement à la question posée par les économistes de gauche et par Jean-Luc Mélenchon lui-même. Il n'est donc pas inutile ici d'expliquer clairement l'originalité de la proposition que l'IFRAP n'a pas prise en compte.

Voilà où nous en sommes...

La BCE et la dette Covid

Dans la pratique, Thomas Piketty et consorts ne proposent pas exactement de ne pas rembourser la dette publique. Ils proposent de ne pas rembourser la portion dont la Banque centrale européenne est détentrice. Les experts estiment cette portion à 25% du total européen, ce qui suppose des examens pays par pays pour préciser le chiffre.

Le raisonnement, en soi, n'est pas absurde. Tout le monde sait que, à l'occasion du Covid, la BCE a massivement racheté les dettes émises par les membres de la Zone euro et souscrites par les marchés. Les Etats

membres de la zone n'ont d'ailleurs osé émettre des dettes massives en plein désarroi économique que parce que la BCE apportait une garantie de rachat immédiat auprès des souscripteurs.

On se souvient que les traités européens interdisent à la banque centrale d'acheter directement la dette des Etats. Dans l'affaire du Covid, les formes juridiques ont été respectées, mais personne n'est dupe : la BCE a largement créé de la monnaie pour éviter la déconfiture générale.

Cette monnaie n'est pas une créance privée, et une annulation au moins partielle de son remboursement ne lèserait personne d'autre que la BCE elle-même.

Ne fantasmons pas sur les risques directs des épargnants

En l'espèce, il ne s'agit donc pas de tirer un trait de plume sur les créances détenues par les assureurs-vie ou pire, par les épargnants qui auraient d'une façon ou d'une autre souscrit à des dettes souveraines.

L'annulation qui est proposée ne menace donc pas les épargnants directement. Elle ne les menace qu'indirectement, mais comment ?

L'IFRAP agite le risque d'une remontée des taux en cas d'annulation de la dette : les marchés imposeraient une prime de risque aux annulateurs.

L'argument ne paraît pas très convaincant, puisque dans cette dette Covid, il n'y a pas de marché proprement dit. La dette est « cantonnée » et rien ne permettrait de déduire d'un jeu d'écriture entre le citoyen européen et la BCE sans impact sur des tiers, que les tiers prendraient ombrage de cette situation.

Au contraire, ils pourraient même apprécier que les membres de la Zone euro soient désendettés. Cette décision, paradoxalement, pourrait renforcer la confiance des marchés dans les emprunteurs.

Le vrai risque vient désormais de l'inflation

De notre point de vue, le vrai risque est ailleurs – et il commence malheureusement à se matérialiser. Il s'appelle « inflation », cette nuée d'insectes qui grignote les récoltes au fil des jours.

L'inflation se nourrit de deux facteurs qui commencent à poindre le bout de leur nez. Le premier levier de l'inflation est la crise de l'offre, c'est-à-dire l'existence d'une demande supérieure à la capacité de production. Le prix des vaccins l'a montré : certains se paient très cher parce qu'il y a plus de gens à vacciner que de doses de vaccin disponible.

Le problème avec les plans de relance et les mesures de protection financées par la dette pendant la pandémie tient évidemment au maintien artificiel du pouvoir d'achat.

Jusqu'ici, on ne savait pas trop si ce maintien s'accompagnait ou non d'une crise de l'offre. On commence à comprendre, mais c'est encore très incertain, que cette crise de l'offre pourrait frapper les Etats-Unis avec le plan Biden et contaminer ensuite l'économie européenne.

Un deuxième levier tient à l'augmentation de la masse monétaire (ce n'est en réalité qu'un autre visage de la crise de l'offre), notamment par la planche à billets. C'est cette fameuse dette Covid qui l'a « incarnée » en 2020.

Il est donc très plausible que l'inflation revienne d'autant plus au galop que l'annulation de la dette Covid prouvera définitivement que le chômage partiel et la solidarité ont été financés avec de la monnaie de singe.

Pour l'épargnant, c'est le vrai risque : toutes les valeurs d'usage vont facialement augmenter, dévaluant du même coup la valeur nominale de votre monnaie fiduciaire.

Pour les salariés et le travail, cette augmentation générale des prix peut se résoudre par l'indexation des salaires et des prix. Pour les détenteurs du patrimoine, ce cas de figure sera beaucoup plus compliqué à contourner. Ce sera particulièrement vrai pour les patrimoines financiers, qui risquent d'être usés comme une falaise sous le vent himalayen.

▲ RETOUR ▲

Banques : à qui profite le crime ?

rédigé par [Bruno Bertez](#) 19 février 2021

Les banques sont désormais payées pour emprunter... et cela a des effets profondément pervers sur le système et le bon fonctionnement du capitalisme.



Les banques sont payées pour emprunter.



Hervé Hannoun, ancien premier vice-gouverneur à la Banque de France considère que c'est un défi au bon sens – et bien entendu, je partage cette indignation.

Les mathématiques permettent d'envisager, grâce à leur caractère abstrait, beaucoup de choses comme [les taux négatifs](#)... mais ce n'est pas pour cela que ce qui est imaginé est raisonnable et surtout éthique.

Derrière les abstractions, il faut toujours discerner la réalité – c'est-à-dire le jeu des forces sociales, les conflits d'intérêt, les luttes pour le pouvoir.

En définitive, il faut se demander, s'agissant de prêts scandaleux et donc s'agissant de transferts, qui paie, qui est lésé ? A qui profite le crime ?

Les réponses sont évidentes

Qui en profite ?

– les banquiers, qui touchent des commissions sans prendre de risque, sans avoir assez de capital pour en prendre et qui ainsi masquent leurs défaillances. Les taux bas ou négatifs sont des cadeaux empoisonnés qui ont pour effet de dissuader les propriétaires des banques de les remettre en ordre de marche ;

– la Banque centrale européenne, qui a [géré en dépit du bon sens](#) depuis 2008, n’a pas fait son travail en réorganisant les banques, en imposant des opérations-vérité, en virant le personnel, en couvrant les insuffisances malthusiennes de capitaux propres ;

Qui paie ?

La société et les générations futures, les détenteurs de monnaie, les créanciers en général présents et à venir.

Enfin, qui reçoit ?

Les débiteurs, les banques, les entreprises, indirectement le personnel politique et les fonctionnaires, qui voient leurs erreurs et carences couvertes etc.

Un système injuste et inefficace

L’argent gratuit ou négatif détruit le système, détruit la confiance, détruit les obligations d’être efficace, honnête et responsable. Il est un voile qui masque un système inefficace, injuste et de plus en plus pourri.

Nous sommes à tous points de vue dans un système de socialisation, c’est-à-dire dans un système de compères, sans sanctions, où, pour des raisons que l’on essaie de faire passer pour des raisons d’intérêt général, la société paie pour enrichir ou maintenir la richesse d’intérêts particuliers.

Dans ce système, le capital dit à risque, mais plutôt ex-à risque, ne joue pas son rôle. Il ne met pas assez de capital à la disposition des entreprises pour qu’elles puissent supporter le risque – et donc ce capital se fait assurer par la collectivité, c’est-à-dire par la banque centrale, l’Etat, autrement dit les citoyens.

C’est une dérive qui [délégitime le système capitaliste](#).

Les capitalistes ne mettent pas assez de capital dans leur affaire pour gagner le plus possible et avoir la profitabilité maximum, mais quand les choses tournent mal, ils se tournent vers l’Etat, la banque centrale, les contribuables.

Nous sommes dans un système où le capital fonctionne avec des béquilles qui sont d’ordre réglementaire, fiscal et monétaire.

Nous sommes dans les délices du capitalisme monopolistique [d’Etat, de copains, de coquins et de banque centrale réunis](#).

Vive les faillites !

Il est évident qu’implicitement, le capital exerce ce que l’on appelle le chantage à l’emploi avec la fameuse et honteuse connivence entre le patronat, les syndicats et le monde politique : si vous ne nous renflouez pas, nous mettons les salariés au chômage – ce faisant, le chômage va exploser et vous ne serez pas réélus.

C’est en gros le discours implicite ; il n’y a pas besoin de le dire à haute voix, c’est ce qui est compris.

Le chantage au chômage, c’est-à-dire à la faillite, n’est ni fondé ni justifié. La faillite est la sanction normale de l’activité économique dans un monde en mouvement, c’est la sanction de la responsabilité que prétend avoir le capitaliste lorsqu’il empêche le profit.

D'abord, si on retirait les béquilles du capital et si on cessait de le maintenir sous perfusion, il se reformerait, il apprendrait à devenir plus fort, il cesserait de se ramollir et d'être profiteur.

Ensuite, il redécouvrirait la lutte pour la survie. Il mettrait plus de fonds à disposition de l'entreprise et il ferait moins de gras, il prélèverait moins !

Enfin, il y aurait moins de capital inefficace, paresseux, rentifié ; le taux de productivité, de profitabilité du pays remonterait donc – et je pense même qu'il remonterait fortement.

[Les faillites ne sont pas un mal mais un bien](#), dans un système capitaliste.

Une faillite fait disparaître la structure du passif de l'entreprise défaillante mais elle laisse intact, en général, son actif. L'outil de travail change de propriétaire, de gérant, mais bien souvent, après restructuration, il est viable.

Les dispositions légales et réglementaires permettent le maintien des outils de travail et ces maintiens seraient beaucoup plus efficaces si le système était assaini et surtout débarrassé des escrocs, des politiciens véreux et de parties corrompues des tribunaux de la procédure collective. En France, ce que l'on appelle la procédure collective pue à plein nez.

Une note pour terminer : l'une des voies par où se transmettra l'inflation, si cela continue, sera la voie des crédits distribués par les banques mais garantis par le hors bilan du gouvernement.

▲ RETOUR ▲

Gouvernement et citoyens, le grand malentendu

rédigé par Bill Bonner 19 février 2021

*Le rôle du gouvernement semble très mal compris par les citoyens – qu'on parle de la gauche ou de la droite.
Et pendant ce temps, l'avenir souffre...*



Nous tentons de [résumer](#)... et clarifier...

... [Que savons-nous aujourd'hui ?](#)

Nous savons une chose depuis longtemps en tout cas : l'institution gouvernementale, dans une démocratie moderne, est mal comprise.

On fait croire aux enfants, dès leur plus jeune âge, qu'il s'agit d'une expression de « la volonté du peuple ».

Ce n'est rien de tel.

Peu importe comment on appelle cela, il y a toujours ceux qui mènent et ceux qui suivent. Aux Etats-Unis, en 2021, les suiveurs ne sont pas soudain devenus des meneurs... et ne le deviendront jamais.

Les élites sont d'accord sur un point...

Les « électeurs » ont de l'influence, évidemment. Mais [très peu](#).

Ils peuvent choisir un costume-cravate vide plutôt qu'un autre. A la marge, ils peuvent vaguement pousser le gouvernement à construire des murs... à changer l'hymne national... ou même à réduire les impôts.

Les politiques importantes – la guerre ou la paix, les dépenses ou les économies – sont décidées par les initiés... les élites éclairées de l'*establishment*, qui comprennent des millions de personnes réparties dans les médias, les universités, la bureaucratie, les lobbyistes, le marigot, le *Deep State*... et même des membres du Congrès.

Ces gens – qui représentent entre 1% et 10% de la population américaine – sont les riches et les puissants.

Même s'ils se battent furieusement entre eux sur une vaste gamme de sujets, ils sont tous d'accord sur un point – qui condamne la nation...

Ils représentent les jolies pommes bien juteuses au sommet de la pile. La dernière chose qu'ils veulent, c'est que quelqu'un renverse le panier !

En d'autres termes, quoi qu'ils disent... les changements de fond sont précisément ce qu'ils refusent... et [qu'ils ne permettront pas](#).

Plus leur richesse et leur pouvoir en viennent à dépendre de la force brute (Gestapo... police secrète... escadrons de la mort... goulags...) ou d'une monnaie frauduleuse (dollars sortis de la planche à billets), plus la société dans son ensemble va à l'encontre de problèmes.

Comme on l'a vu tout au long de l'Histoire, ils auront recours à tous les moyens – vol, « disparitions » de citoyens, torture et contrefaçon – pour s'assurer que demain ressemble autant que possible à hier.

« Eux contre nous »

Les gens veulent des explications simples et des solutions encore plus simples.

Des millions d'années de conflits – entre tribus principalement – ont produit un instinct « eux contre nous ».

Les démocrates pensent que maintenant que leur homme est à la Maison Blanche, par exemple, les choses iront bien mieux. Les républicains, en revanche, soupçonnent que tout fiche le camp.

Un article vraiment idiot de David Leonhardt dans le *New York Times* a tenté d'ajouter un vernis d'analyse pseudo-factuelle à cette dynamique du « eux contre nous ». Il tente de démontrer que l'économie américaine a généralement mieux performé sous un gouvernement démocrate que sous une administration républicaine.

Il prétend même qu'il y avait des preuves scientifiques, ou au moins statistiques, de cela. Remontant jusqu'à la Deuxième guerre mondiale, il laisse entendre à ses lecteurs qu'une telle quantité de données, sur tant d'années, ne pourrait absolument pas être dans le faux.

Le problème, comme nous le verrons lundi, c'est que toute l'affaire est erronée... du début à la fin.

▲ RETOUR ▲

Les Fédéraux n'ont pas d'autre choix que de continuer à imprimer... s'ils veulent rester en vie

Bill Bonner | 18 février 2021 | Journal de Bill Bonner



Glisser, glisser, glisser
Vous savez que plus votre destination est proche,
Plus vous vous éloignez, plus vous glissez

- Paul Simon

RANCHO SANTANA, NICARAGUA - Lundi, nous avons rapporté les derniers chiffres du Bureau du budget du Congrès (CBO). Ils étaient choquants... mais pas surprenants.

Nous vous rappelons qu'ils font partie d'un tableau d'ensemble. C'est l'image d'un empire dégénéré, qui glisse depuis 1999... et maintenant, qui essaie désespérément de tenir le coup avec l'argent de la presse écrite.

Mais il est allé si loin dans cette voie qu'il ne peut plus faire demi-tour. Chaque fois qu'il y a une "crise", il doit imprimer davantage. Et plus elle imprime, plus la crise suivante est grave.

La grande histoire

Pendant ce temps, les gens sont distraits. Ils attendent les chèques piétinés ou regardent les clowns de leur capitale... ils ne s'en rendent guère compte.

Pensez-vous vraiment qu'il soit important que Janet Yellen soit une femme plutôt qu'un homme ? Ou combien de BIPOC assistent aux réunions du cabinet ? Est-ce que ce seront les grandes histoires de notre époque ?

Ou que pensez-vous de "l'agression russe"... ou de la ruse chinoise ? Ou la mise en accusation de Donald Trump ? Ou le temps qu'il fait au Texas ?

Qu'est-ce qui compte vraiment pour une nation ? L'argent et la guerre. La guerre et l'argent. Si l'un ou l'autre échappe à tout contrôle, vous allez avoir des ennuis.

C'est pourquoi c'est l'histoire de notre temps... la grande histoire du 21ème siècle... l'histoire de la façon dont un

grand empire a glissé dans le fossé.

Mais ce n'est pas une histoire originale. Alors aujourd'hui, nous allons sauter à l'étape suivante... en devinant comment cela pourrait tourner.

Fossé plat

D'abord, rappelons les chiffres de base du CBO...

Le déficit budgétaire s'élèvera à 2,3 billions de dollars, soit 10,3 % du PIB, pour l'exercice 2021 et atteindra 12,3 billions de dollars (4,4 % du PIB) au cours de la prochaine décennie.

La dette atteindra un nouveau record en tant que part de l'économie, passant de plus de 79 % du PIB à la fin de l'année fiscale 2019 à plus de 102 % du PIB à la fin de 2021... et augmentera encore de 13,6 billions de dollars à la fin de 2031, pour atteindre finalement 35,3 billions de dollars.

Quatre grands fonds fiduciaires sont sur la voie de l'insolvabilité. Le CBO prévoit l'insolvabilité du Highway Trust Fund pour l'année fiscale 2022, et celle du Medicare Hospital Insurance Trust Fund pour l'année fiscale 2026. L'insolvabilité du Social Security Old-Age and Survivors Insurance Trust Fund semble probable pour l'année civile 2032 et l'insolvabilité du Social Security Disability Insurance Trust Fund au milieu des années 2030.

La dette pourrait être encore plus élevée que prévu. Si les décideurs politiques promulguent 2 000 milliards de dollars d'allègements fiscaux supplémentaires, prolongent les dispositions fiscales qui arrivent à expiration et augmentent les crédits annuels en fonction du PIB, la dette atteindrait 120 % du PIB d'ici 2031.

Maintenant, ajoutons quelques chiffres de notre cru.

Cette année, le gouvernement fédéral percevra environ 3 800 milliards de dollars d'impôts. Mais ils dépenseront 380 milliards de dollars en intérêts sur la dette existante (aux taux les plus bas de l'histoire) et environ 4 000 milliards de dollars en "paiements de transfert" (selon le montant des subventions fédérales).

Vous voyez le problème clairement, tout comme nous.

Plus de 100 % des recettes du gouvernement fédéral sont dépensées avant même qu'il ne commence à gouverner. Les "paiements de transfert" sont des choses comme Obamacare, la sécurité sociale et les allocations de chômage supplémentaires - qui permettent de transférer de l'argent d'une poche à l'autre.

Mais cela ne laisse rien au ministère de la défense. Rien pour la lutte contre COVID-19. Rien pour les milliers de cafouillages et de bambouillards qui se sont accumulés au fil des ans.

En d'autres termes, le gouvernement fédéral est ruiné. Il n'a pas un seul centime pour remplir ses responsabilités essentielles. Pas un sou pour les tribunaux. Pas un seul peso pour le Pentagone. Et pas un seul dollar pour les infrastructures... la recherche... le changement climatique... ou quoi que ce soit d'autre.

La façon dont ça marche

Mais ces chiffres - aussi terribles soient-ils - vont s'aggraver. Et puis, ils tourneront à l'absurdité.

Parce que les estimations du CBO ne tiennent pas compte des revers économiques, de l'ânerie politique et des corrections du marché. Elles supposent que les choses se passent à peu près comme elles sont, sans faux pas

significatif... crashes des marchés... augmentations des taux d'intérêt... attaques de virus... ou récessions.

Ce n'est pas ainsi que cela fonctionne.

Les choses tournent mal. Et la première chose qui tourne mal (et qui pourrait commencer à tout moment) est que les marchés vont exploser. Ils sont à Bubbleland en ce moment, à la recherche d'objets pointus.

Puis, dans la panique, les autorités se précipiteront pour effectuer des contrôles plus serrés.

Pas d'alternative

Et ici, cher lecteur, interrompons nous pour relier un ensemble de points simples - mais importants.

Il n'y a pas de "décisions" à prendre. Il n'y a pas de choix à faire. Il n'y a pas de véritables alternatives. Il n'y a pas de "solutions".

C'est "gonfler ou mourir", vous vous souvenez ?

Et personne ne veut mourir... ni les républicains, ni les démocrates... ni aucune des vastes armées d'apparatchiks, de cintriers, de lobbyistes, de membres du Congrès, de médias... de staters profonds... d'initiés... de copains d'élite...

...ni tout le kit et le kaboodle, les 10% supérieurs, qui contrôlent le gouvernement et ont le plus à perdre lorsque son système de financement par fausse monnaie explose.

Une fois qu'on s'engage dans cette voie... on ne peut même pas ralentir. Parce que toute tentative de relever les taux d'intérêt à un niveau plus normal... ou de réduire la pression sur la presse à imprimer... ou de réduire les déficits... ou de diminuer la dette... entraînera la crise que l'élite cherche désespérément à éviter.

Alors, que se passe-t-il ?

C'est de plus en plus délirant. Et plus vous glissez, plus vous vous rapprochez de votre destination.

Soyez à l'écoute demain pour découvrir d'autres bizarreries - à Wall Street.

▲ RETOUR ▲